

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

DIMANCHE 2 - LUNDI 3 AVRIL 1978 - N° 670

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76.

1,70 F

SÉGUY : PLAIDOYER POUR UNE FAILLITE

A l'heure des comptes après la défaite, Séguéy, qui a passé les dernières semaines à engager de plus en plus ouvertement la CGT derrière le PCF dans sa campagne électorale, devait bien tenter une justification. Il l'a fait vendredi, devant le conseil confédéral.

Une fois de plus, cela aura consisté à reprendre les thèmes du PCF, cette fois-ci pour expliquer l'échec. Le PS, naturellement, a été mis en cause. Mais aussi les masses, coupables de n'avoir pas compris la portée du «vrai changement» proposé par le PCF : vieille accusation régulièrement reprise chaque fois que des difficultés se font jour.

De plus, le secrétaire général s'en est pris à la CFDT, coupable à ses yeux d'un «réformisme» naguère ignoré lorsqu'il s'agissait de «constater les convergences» à la veille des élections.

Mais que la direction confédérale ne s'y trompe pas : les «régléments de compte» que Séguéy a rejetés dans son intervention vont nécessairement se produire. Au moins, nombreux seront ceux qui exigeront plus de sérieux pour l'explication d'une faillite politique.

Voir page 4

MÊMES HOMMES MÊME POLITIQUE

ASSEZ !

Non, ce n'est pas un poisson d'avril. Pour symboliser l'«ouverture» tant proclamée depuis les élections, Giscard a décidé de reconduire Barre dans ses fonctions de premier ministre. L'homme du blocage des salaires, des chômeurs par centaines de milliers supplémentaires, le méprisant insulteur des «porteurs de

pancartes» continuera à diriger le gouvernement.

Voilà qui, non seulement soulève l'indignation, mais témoigne de l'impasse dans laquelle la bourgeoisie, avant comme après les élections, se trouve acculée. Qu'il ait été impossible au président de la République de rechercher un personnage au moins susceptible de faire un

peu plus illusion, voilà qui démontre à l'évidence la fragilité des équilibres actuels au sein de la «majorité».

On apprenait le même jour deux augmentations de prix, de celles qui touchent la vie de tous les jours : le pain et les journaux. Et on sait que, notamment sur les tarifs publics, cela va continuer. Au moins, qu'on ne vienne pas nous dire après ça, comme Giscard l'a fait, que monsieur Barre est bien méritant d'avoir jugulé l'inflation.

Est-ce bien le moment dans ces conditions, d'envisager pour les semaines à venir des rapports avec le pouvoir qui seraient essentiellement fondés sur une tentative de négociations «sociales» ?

Les leaders des deux centrales syndicales, à leur sortie de l'Élysée, ont fait clairement entendre l'un et l'autre que telle allait pourtant être leur politique.

Pour les travailleurs, une autre conclusion s'impose. Elle tient en un mot : Assez !

LES EXPULSIONS REPRENENT

Locataires, attention ! La période d'hiver pendant laquelle les expulsions sont interdites légalement prend fin ce premier avril.

Désormais, une vigilance accrue s'impose pour tous ceux qui sont engagés dans des luttes sur ce terrain.

LA GUERRE S'INTENSIFIE EN ERYTHRÉE

3 500 CUBAINS ASSIÉGÉS A ASMARA

Conférence de presse à Paris de trois dirigeants du FPLE



Lire le communiqué de presse et nos informations en page 9

DE BREST À RENNES

La Bretagne dans la rue



A Brest, les manifestants ont dénoncé vendredi «les carences de l'Etat qui se plie à la volonté des sociétés pétrolières». Egalement à Paimpol, à St Briec et à Quimper, des milliers de manifestants ont exprimé leur colère. A Rennes ce sont 5 000 personnes qui à l'appel de plusieurs organisations d'extrême gauche, des écologistes et de l'UOPDP, ont défilé pendant plus de deux heures.

Lire en page 7

Combat de coqs pour le perchoir

Après que Chaban-Delmas eut fait connaître sa décision de maintenir sa candidature à la présidence de l'Assemblée nationale, des bruits courent à l'Assemblée sur sa possible exclusion du groupe RPR. En tout cas, l'opération de grignotage des chiraquiens par Giscard est bel et bien ouverte : premier round lundi.

Lire en page 3

Sibérie : menaces soviétiques face à la frontière chinoise

Un million de soldats soviétiques seraient actuellement massés le long de la frontière chinoise. Ce sont 48 divisions, dont 5 blindées qui seraient ainsi disposées dans l'extrême-Orient soviétique. Une quinzaine d'aéroports ainsi que plusieurs bases de fusées, de construction récente, et pointées sur le territoire chinois, y sont déjà installés.

Brejnev a assisté notamment à des exercices de fusées dans la région d'Irkoutsk où ont été amenés de nouveaux missiles nucléaires sur plate-formes mobiles, d'une portée de 10 000 kms. La visite de Brejnev intervient alors que Moscou maintient son refus de discuter au fond du différend frontalier avec la République populaire de Chine.

Iran : manifestations dans 15 villes

Lire en page 7

Lire en page 3

● Les députés élus les 12 et 19 mars dernier vont se retrouver lundi dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale pour l'ouverture de la session de Printemps. Avant même d'entendre la déclaration de politique générale, ils auront différents votes à émettre : il leur faudra d'abord désigner le président de l'Assemblée, et on sait combien la lutte sera âpre, il leur faudra ensuite se répartir en commission, et désigner les présidents de ces commissions. Là encore, il y aura lutte sur le fait de savoir si l'opposition doit avoir des présidents de commissions ou pas.

Il nous a paru nécessaire de faire le point sur les différents mécanismes parlementaires, que ce soit ceux qui régissent le fonctionnement de l'Assemblée, ou que ce soit les mécanismes qui mènent du dépôt d'un projet à la mise en application effective de celle-ci. Depuis que la V^e République existe, la gauche ne cesse de réclamer un meilleur fonctionnement de l'appareil législatif, et qu'un plus grand rôle soit dévolu au parlement. L'ouverture prônée par Giscard donne un nouvel élan à cette vieille rengaine. On verra au travers de la description de la procédure parlementaire, combien est dérisoire une telle revendication : quand bien même les débats seraient nombreux et la concertation étendue, il n'en reste pas moins que c'est le gouvernement — l'exécutif — qui est maître des leviers de commande. Faire miroiter la possibilité de batailles parlementaires est un leurre pour la gauche, puisqu'elle n'a pas la majorité. Faire croire, comme le font les députés du PCF, que le dépôt d'une question écrite, ou même d'un projet de loi, est d'une quelconque efficacité est un mensonge.

Pour autant, on ne peut pas réduire le rôle de l'Assemblée à celui d'une simple chambre d'enregistrement, encore moins à celui d'un vaste guignol ou s'agitent de falots pantins. Le parlement permet à la bourgeoisie d'apprécier ses rapports de force, il lui permet aussi de déployer ses grandes manœuvres politiques : c'est pour une bonne part à l'Assemblée que se jouera l'ouverture giscardienne, ou la contre-offensive chiraquienne. L'affaire du «perchoir» en témoigne.

Par Maryse OLLIER

A la Libération, en 1945, la Constitution accorde des pouvoirs importants au Parlement : la bourgeoisie, au pouvoir alors mal assuré, cherche ainsi à tromper les travailleurs : elle cherche à les détourner de la lutte révolutionnaire, en accordant certains pouvoirs aux députés, présentés comme des «représentants du peuple». Elle bénéficie alors du soutien déterminant du PCF, qui joue à fond la carte parlementaire.

Ainsi, jusqu'en 58, l'Assemblée a des moyens de pression sur le gouvernement, elle pèse sur le dosage des gouvernements, sur l'orientation de la politique.

Face aux graves crises que doit affronter l'impérialisme français, le Parlement gêne le pouvoir exécutif, et entraîne une instabilité gouvernementale permanente.

Aussi la Constitution de 1958, imposée par De Gaulle après son coup de force du 13 mai, va

donner à la bourgeoisie un instrument plus efficace pour gouverner ; en particulier, elle réduit énormément le pouvoir du Parlement.

Les sessions

Il ne peut y avoir que deux sessions par an : «La première s'ouvre le 2 octobre et dure 80 jours. La deuxième s'ouvre le 2 avril et ne dure pas plus de 90 jours.»

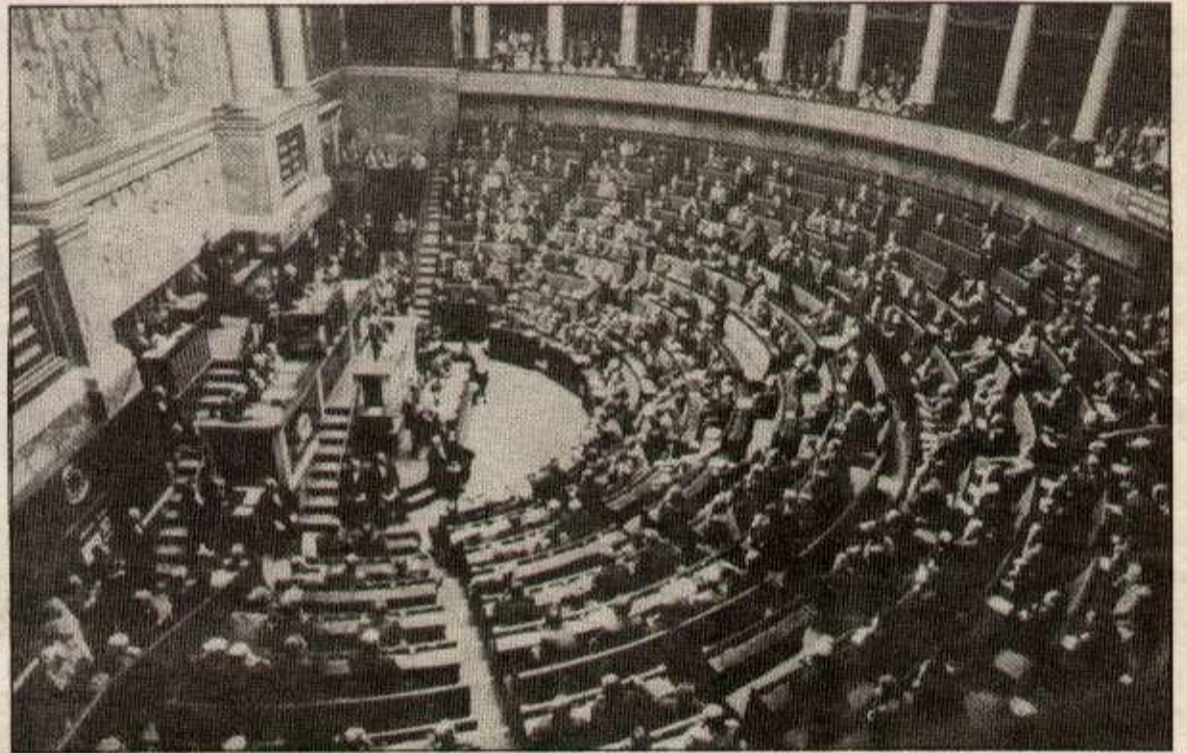
Des sessions extraordinaires ne peuvent être convoquées que par le président de la République, le Premier ministre, ou la majorité de l'Assemblée (et sur un ordre du jour déterminé).

Le président de l'assemblée

Au début de chaque législature, l'Assemblée élit son président (pour cinq ans) au scrutin

LES MECANISMES PARLEMENTAIRES

Un pouvoir très limité



secret. Evidemment, il appartient à un groupe de la majorité.

Pourquoi ce perchoir excite-t-il tant les ambitions et les querelles UDF-RPR ?

Le rôle du président :

- Il dirige les débats en séance publique.
- Il nomme trois des neuf membres du Conseil constitutionnel (pour les six autres membres : 3 sont nommés par le président de la République, et 3 par le président du Sénat).
- Il peut faire appel au Conseil constitutionnel s'il estime que la Constitution n'est pas appliquée.
- Il peut faire appel à l'armée pour protéger l'assemblée.

C'est un rôle certes non négligeable, mais surtout le moyen, pour tel ou tel parti, d'avoir la parole. Sa marge de manœuvre est réduite (par exemple, le président n'est pas le seul, loin de là, à établir l'ordre du jour).

Les groupes parlementaires

La Constitution n'en parle pas, mais le règlement de l'Assemblée en a conservé l'existence. «Les députés peuvent se regrouper par affinité politique». Aucun groupe ne comprend moins de 30 personnes.

Ces groupes jouent un rôle au moment de la désignation des Commissions et leurs présidents participent à la fameuse «Conférence des présidents» qui fixe (en partie) l'ordre du jour.

Les commissions parlementaires

Il y a six commissions permanentes :
— commission des Affaires étrangères (60 membres).
— commission des Finances (60 membres).

— commission de la Défense nationale (90 membres).

— commission des lois (90 membres).

— commission des Affaires culturelles, familiales, sociales (120 membres).

— commission de la Production et des échanges (120 membres).

Les membres de ces commissions sont désignés à la proportionnelle des groupes.

Ce sont ces commissions qui examinent les propositions et projets de loi. Elles peuvent, soit :

- les adopter,
- les rejeter,
- ou y apporter des modifications (appelées «amendements»).

Après «délibération», un rapport est rédigé par la Commission pour présenter le projet de loi. C'est ce rapport qui sera lu, le jour où en discutera l'Assemblée.

La présidence des commissions

Ces commissions désignent d'elles-mêmes leur bureau, composé d'un président, de vice-présidents et de secrétaires.

Jusqu'à présent, seule la droite était représentée dans ces bureaux. Le PCF et le PS réclament depuis longtemps une représentation proportionnelle des groupes (pour protester par exemple en avril 77, la gauche a boycotté l'élection des bureaux).

Déjà en 73, Giscard avait proposé d'offrir à la gauche certains postes de présidents offerts à la gauche (commission des lois, et commission production-échanges).

Charles Hernu, nouveau député PS du Rhône, aurait réclamé

la présidence de la commission de la Défense.

Cette présidence donne un certain pouvoir dans l'organisation du travail des commissions, mais surtout, les présidents des commissions sont membres de la Conférence des présidents.

La fameuse «conférence des présidents»

C'est sans doute un des rouages les plus importants.

En effet, c'est elle qui propose à l'ordre du jour les projets et les propositions de lois à discuter.

Quand on sait que certaines propositions de loi «attendent» depuis plusieurs années et que la moyenne d'attente est de... 505 jours ; c'est un rôle non négligeable.

Sont donc membres de la Conférence des présidents :

- le président de l'Assemblée.
- les vice-présidents (ils sont 6).
- les présidents des six commissions.
- les présidents des groupes parlementaires.
- un représentant du gouvernement.

Même en admettant que la gauche y ait quelques sièges, elle sera largement minoritaire.

Et surtout, le gouvernement dispose d'un droit de priorité pour fixer l'ordre du jour et il s'en sert largement. La «conférence des présidents» ne fixe que «l'ordre du jour complémentaire», celui dont on discute quand on a le temps, c'est-à-dire pas souvent.

Voilà comment des milliers de propositions de lois attendent des années, alors que les «projets» du gouvernement, à peine formulés, sont discutés «en priorité».

«Intox» dans les couloirs de l'Assemblée

LA «MAJORITÉ» PRÉPARE LA PREMIÈRE SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE

● L'ouverture de la session parlementaire, ce lundi, va déjà permettre de se faire une idée de ce que sera la vie de cette Assemblée nationale-surprise élue les 12 et 19 mars derniers. La querelle qui y oppose Chaban-Delmas à Edgar Faure pour la présidence de l'Assemblée indique d'ores et déjà que la vie parlementaire, au cours des mois à venir, ne sera pas de tout repos. Il s'y ajoute la question de «l'ouverture» proposée à l'opposition par l'UDF giscardienne, et qui ne fait pas la joie des députés RPR.

«Avant de parler de son exclusion, il faut regarder les événements. Aujourd'hui, toute affirmation de ce genre est prématurée.» C'est Labbé, président du groupe parlementaire RPR, qui évoque dans ces termes la situation de Chaban-Delmas après que celui-ci ait décidé de maintenir sa candidature au «perchoir» contre Edgar Faure, «gaulliste» de fraîche date désigné par le groupe comme candidat à ce poste.

Cependant, La lettre de

la nation, feuille quasi-officielle des chiraquiens, avait déjà fait connaître que «la grande leçon du gaullisme est que nul n'a le droit de faire passer ses ambitions personnelles avant l'intérêt général».

Naturellement, il ne s'agit pas là d'une allusion à l'attitude d'un certain Chirac, torpillant en 1974 la candidature à la présidence de la République du même Chaban-Delmas, mais bien de l'attitude adoptée aujourd'hui par ce dernier.

Comme on le voit, avant

même que le Parlement se soit réuni, le groupe RPR se trouve menacé de l'intérieur : une vingtaine de ses membres ont en effet refusé d'apporter leur soutien à Edgar Faure, et beaucoup pensent qu'ils pourraient voter pour l'ancien premier ministre de Pompidou.

Naturellement, les accusations chiraquiennes contre Chaban en font, dans cette affaire, un instrument des manœuvres de Giscard. Et effectivement on se demande comment le Président de la République va pouvoir gouverner avec, à l'Assemblée, une fraction chiraquienne de députés de la «majorité» plus nombreux que ceux de l'UDF et dont on connaît l'opposition à sa politique. Aussi Giscard a-t-il engagé d'emblée le grignotage du groupe RPR qui lui permettrait,

s'il le mène à bien, d'être enfin majoritaire au sein de sa propre majorité.

Sur un autre point déjà la querelle rebondit, montrant que c'est bien l'orientation giscardienne qui est en cause : il s'agit des postes de responsabilité que la «majorité» donnerait à l'opposition dans le travail parlementaire. Alors que le groupe UDF l'envisageait favorablement, le chiraquien Labbé a clairement fait entendre que ce n'était pas possible avec de pareils «irresponsables», et fait depuis traîner les choses en longueur. «Fauts bruits» et «intoxication» : telle était la manière dont un journaliste traduisait l'atmosphère dans les couloirs du Palais Bourbon.

On en a pour cinq ans à entendre ces mots, si toutefois cette assemblée reste en place tout ce temps.

Après Barre... encore Barre

19 mois de gouvernement Barre

L'opération politique de septembre 76

La nomination de Barre comme Premier ministre après la démission de Chirac avait comme objectif avoué de présenter un homme nouveau, non membre d'un parti politique, présenté pour sa compétence dans les problèmes économiques. Cet ancien professeur d'économie avait fait ses armes dans différents cabinets ministériels, puis avait représenté la France dans les instances du Marché commun. Lors de sa nomination, Giscard mettait en avant sa compétence économique : «Il me semble

être l'homme politique le plus apte à résoudre le problème économique qui est le plus important à l'heure actuelle, celui de l'inflation. Actuellement, les Français mettent en tête de leurs préoccupations la lutte contre l'inflation, la stabilisation des prix, la défense de la monnaie. M. Barre est sans doute le meilleur économiste français.»

Mais parallèlement à cette mise en avant d'un Premier ministre «technicien», l'opération politique était assez nettement exposée par Giscard lui-

même qui lui assignait comme mission «d'élargir vers le centre-gauche cette majorité présidentielle».

L'UDR avait bien compris la manœuvre. L'acceptation du gouvernement Barre a été très mitigée de la part de ce mouvement, hostile quant à lui, à cet élargissement de la majorité sur sa gauche. C'est pour atténuer ces craintes que les deux premiers gouvernements Barre ont donné à l'UDR, puis au RPR, des ministères importants, tels que la justice et la Défense.

Il aura été difficile à Barre de se présenter très longtemps comme au-dessus des partis. Très rapidement, les réactions des travailleurs à son plan l'amèneront à entrer ouvertement dans les affrontements politiques. Particulièrement dans la période, son engagement aux côtés de l'UDF a été très clair. A l'Assemblée nationale, il s'est inscrit comme appartenant au groupe UDF, ce qui a suscité des commentaires ironiques de la part du RPR.

Giscard se félicite

Giscard a rendu hommage à dix-neuf mois de gouvernement Barre en insistant sur l'unité qui avait régné au sein du gouvernement. Il a ensuite déclaré : «En 19 mois, la situation économique a été pour l'essentiel, redressée. Le franc a été stabilisé, l'inflation ralentie, l'équilibre extérieur restauré. Une action dynamique a été menée directement sur le terrain concernant l'emploi des jeunes. Ces résultats contredisent les prédictions

pessimistes émises sur ce sujet il y a un an. Enfin et surtout, l'effort de redressement économique n'a pas détourné l'attention du gouvernement de l'action à poursuivre pour améliorer le sort des moins favorisés.» Et de conclure : «Dans l'histoire de la V^e République, le gouvernement auquel vous avez eu l'honneur d'appartenir a donné un exemple d'unité, d'efficacité et de loyauté à l'action du président de la République.»

Les 3 objectifs de Barre

Après avoir été de nouveau nommé officiellement au poste de Premier ministre, Barre a fait une brève déclaration à sa sortie de l'Élysée. Il a affirmé trois objectifs pour le gouvernement : «La poursuite du redressement économique et financier», «la progression régulière des revenus, en particulier des basses rémunérations». Cette augmentation des rémunérations devant se traduire «en termes de progression du pouvoir d'achat», cet objectif étant lié à «la solidité de notre économie

et de notre monnaie». Le troisième objectif est «la simplification des rapports entre l'administration et les citoyens». Rien de bien neuf donc, la poursuite de la même politique contre les travailleurs. Simplement l'affirmation que l'augmentation des salaires doit se traduire en termes d'augmentation du pouvoir d'achat, alors qu'il est question jusqu'à présent de simple maintien (et de baisse effective). Mais on connaît tous les artifices pour truquer les chiffres.

Le bilan pour les travailleurs

La manière dont Raymond Barre a conçu la lutte contre l'inflation est bien connue des travailleurs. Le plan Barre, mis en place à la rentrée 76, a consisté en un blocage fictif des prix et un blocage réel des salaires. En bon économiste bourgeois, il présentait les hausses de salaires comme responsables des hausses des prix. En conséquence, il affirmait vouloir maintenir, sans l'accroître, le pouvoir d'achat. Les salaires ne pouvaient pas être augmentés d'un pourcentage supérieur à la hausse des prix, telle que la fixe l'indice officiel truqué. Ce qui aboutit donc à une baisse effective du pouvoir d'achat.

En parallèle, tous les moyens ont été bons pour masquer l'accroissement du chômage. Ce sont les mesures de financement par l'État des charges sociales pour les jeunes embauchés par les entreprises, qui en ont profité pour embaucher des ap-

prentis à 250 francs par mois, et la création des fameux stages Barre, qui emploient des jeunes pendant six mois, payés à 90 % du SMIC (quand ils sont payés), et sans aucune garantie d'embauche à l'issue de ces stages de formation qui ne forment, la plupart du temps, à rien du tout.

Mais pendant que ces jeunes sont en stage, ils disparaissent des statistiques du nombre des demandeurs d'emploi, ce qui est fort utile, notamment dans la période électorale que nous venons de connaître.

Dès la mise en place du plan Barre, les travailleurs lui ont opposé une vive résistance, notamment par la participation massive à la journée de grève du 7 octobre 1976. Mais la volonté de lutte exprimée à cette époque n'a pas su déboucher sur un mouvement d'ensemble du fait de l'attentisme des directions syndicales dans la période pré-électorale.

Patronat optimiste

Le journal *La Vie Française* a mené un sondage auprès de 400 présidents et chefs d'entreprises. 20 % des patrons pensent que le résultat des élections entraînera une relance des luttes ouvrières cet été mais 41 % pensent que celles-ci se produiront à la rentrée.

Par ailleurs, 79 % de ces exploités sont partisans d'une relance sélective et modérée. On remarque qu'il y a seulement 50 % des patrons qui sont favorables ou moyennement favorables à la réforme de l'entreprise dans le sens Sudreau. 79 % se préparent à des déceptions puisqu'ils sont plutôt optimistes sur la marche de leur entreprise dans les mois qui viennent. On apprend par ailleurs que Paul Appell président de «Entreprise et Progrès» vient d'être nommé membre de la commission exécutive du CNPF. «Entreprise et Progrès» passe pour être proche du PS. Ouverture oblige.

Enquête sur la mort de Duprat

L'enquête sur la mort du néo-nazi Duprat se poursuit. La police a interpellé et entendu dix personnes dans la journée de jeudi. Près de la moitié d'entre elles sont membres du PFN sur lequel s'étaient portés les soupçons de nombreux commentateurs. Par ailleurs, elle a arrêté mais pas relâché un Italien : Bellavita qui a été incarcéré à Fresnes. La chambre d'accusation doit statuer la semaine prochaine sur une demande d'extradition formulée par l'État italien. Bellavita dirigeait avant de se réfugier en France en 74 la revue *Contrainformazione*. La police italienne avait publié sa photo comme étant celle d'un suspect au moment du rapt de Moro par les Brigades Rouges en Italie. Il nie fermement avoir d'autres liens avec elles que d'avoir fait autrefois une enquête sur celles-ci pour son journal il y a plusieurs années. Il travaille au journal *Libération*. Le directeur de ce journal a signé vendredi un article dans lequel il plaide son innocence.

Beghin pour le SMIC à 2 200 F

Beghin ex-PDG du groupe Beghin-Say prenait vendredi la plume dans *Le Figaro* pour plaider la fixation du SMIC «à un niveau décent qui ne pourrait pas être inférieur à 2 200 F». Il affirme que : «Le pire a été évité mais qu'il y a des problèmes à régler maintenant pour la majorité reconduite, afin de corriger les erreurs passées, sur lesquelles il était préférable de ne pas insister pendant la campagne électorale».

Une appréciation qui contredit ce sondage qui veut que le patronat soit confiant dans l'avenir. Il est vrai qu'en échange le capitaliste demande que les entreprises soient «déchargées d'un certain nombre de charges sociales». Exactement ce que proposait le PS et que le PCF avait accepté dans l'accord honteux du lundi 13 mars.

Socialiste raciste

Un conseiller municipal de Lille proche de Mauroy s'est élevé contre la participation de travailleurs étrangers aux manifestations de soutien au peuple palestinien. Celui-ci aurait dit «qu'il était contraire à l'ordre public que des étrangers manifestent en France, et que ceux-ci sont tenus à l'obligation de réserve dans le pays qui les accueille». Curieuse position de la part d'un membre du PS, parti qui demande que les immigrés puissent voter aux élections municipales. Il est vrai que dans ce cas il espère en retirer quelques voix supplémentaires alors que quand il s'agit du soutien au peuple palestinien en lutte contre l'agression israélienne, la solidarité des sionistes du monde entier passe avant toute chose.

Quand le bateau coule

Amiral, ex-candidat du PS dans la 1^{ère} circonscription du Rhône membre de la section de ce parti du 8^e arrondissement de Lyon, serait menacé d'exclusion. Dans la préparation des élections, il avait été écarté de la candidature au profit de Gaudillière. Aujourd'hui, le bureau de la section lui reproche de n'avoir pas fait réellement campagne pour cet autre candidat, et même d'avoir laissé le PCF utiliser son nom. Amiral, qui a rendu l'affaire publique, fait savoir : «Nous sommes 25 militants à nous considérer comme solidairement traduits devant la commission des conflits». Il met en cause «le mauvais fonctionnement interne du Parti socialiste, l'absence d'analyse politique sérieuse, les batailles incessantes de clans», qui ont «conduit le parti à la défaite que nous connaissons».

SÉGUY : PLAIDOYER POUR UNE FAILLITE

«NOUS N'AVONS RIEN A NOUS REPROCHER»

C'est ce que s'est efforcé de démontrer Séguy tout au long de son intervention : les responsables de l'échec, ce sont les réformistes, c'est-à-dire le Parti socialiste principalement.

Tout en accusant avec mépris les électeurs qui se sont laissés prendre aux «illusions réformistes» et ont eu peur du «risque» que présentait le change-

ment, le secrétaire de la CGT est toutefois contraint de répondre à un certain nombre de questions difficiles à éluder.

Tout d'abord, Séguy s'est vu contraint de reconnaître le sectarisme qui a caractérisé la pratique de la CGT : «Le défaut, c'est celui de l'étriquette sectaire qui n'admet pas d'avis contraire dans la CGT». Mais cet aveu sert de prétexte à Séguy pour se justifier de son suivisme par rapport

au PCF : il accuse en effet ceux qui «contestent le droit statutaire aux militants, aux dirigeants, d'avoir en dehors de l'organisation syndicale l'activité, les responsabilités politiques de leur choix, y compris au niveau de l'expression publique».

Séguy a du reconnaître implicitement les règlements de comptes qui se sont produits dans la CGT depuis l'échec de la gauche : les «remous», selon lui, se seraient limités à «une dizaine de résolutions d'organisations de base et à une soixantaine de lettres».

On avait pourtant voulu faire croire que ces remous n'existaient pas.

PAS DE MOBILISATION

Séguy a également reconnu qu'il n'y avait pas eu de «grande mobilisation des forces populaires».

Comment faire croire pourtant que la CFDT, minoritaire chez les travailleurs, en est responsable ? C'est bien plutôt un aveu de l'incurie de la direction CGT qui, lorsqu'il y avait des luttes comme dans les postes, s'est efforcée de les faire lanterner dans la perspective des élections. Enfin, Séguy affirme qu'il faut que la CGT revoie ses arguments pour élargir l'union «autour de la classe ouvrière», c'est-à-dire pour se développer dans les couches d'ingénieurs et de cadres, relançant ainsi la stratégie de l'«Union du Peuple de France» préconisée par le PCF.

LA CFDT EN ACCUSATION

Pratique facile, Séguy s'est efforcé de rejeter sur la CFDT le poids de l'échec. Oublié le temps où, sur les traces de Marchais,

● Première réunion d'importance depuis l'échec électoral essuyé par l'Union de la Gauche, la CGT a réuni jeudi et vendredi son Comité confédéral national.

Georges Séguy y a présenté un rapport qui, sous des dehors marqués d'autosatisfaction, constitue davantage un acte de défense face à de nombreux problèmes qui sont posés à la centrale, tant dans ses propres rangs que dans ses relations avec les autres organisations syndicales politiques, et face aux travailleurs.

il se félicitait des «bonnes bases pour un accord» que présentaient les propositions de la centrale d'Edmond Maire ! Avec quelques mois de retard, Séguy redécouvre le Rapport Moreau et accuse la CFDT de se tourner vers une stratégie de rechange purement réformiste. Il lui reproche ses fréquentations réformistes «au sein du mouvement syndical en Europe occidentale», omettant de dire qu'il s'apprête à participer au Congrès de la Fédération Syndicale Mondiale, d'obédience soviétique, et que la CGT a par ailleurs sollicité son adhésion à la CES (Confédération Européenne des Syndicats) où se retrouvent ces réformistes qu'elle condamne aujourd'hui.

Poursuivant dans cette voie, Séguy cache à peine ses grossiers appels du pied aux membres de la

CFDT qui se réclament du CERES : lesquels ne sauraient «agréer de telles orientations». Séguy entend en effet préserver le «front syndical».

Mais ce front, est-ce pour faire reculer le patronat ou pour imposer le calme aux travailleurs qu'il le réclame ? On peut se le demander quand on lit des déclarations telles que : «Si nous voulons imposer ces négociations et des compromis acceptables à tous les niveaux, il nous faut tout à la fois créer le rapport de forces suffisant et présenter le front syndical le plus cohérent possible du point de vue des objectifs revendicatifs.»

Autrement dit, Séguy a besoin du coude à coude avec la direction CFDT pour faire accepter aux travailleurs les reculades devant le patronat !

Suzanne VALLÉE

Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom

Profession

Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225.
75 924 Paris Cedex 19

Le Parti Socialiste après l'échec électoral

3 TENDANCES ET DE MULTIPLES NUANCES

● Réuni jeudi à Suresnes, le secrétariat du Parti socialiste faisait le bilan de l'échec électoral de la gauche, et tentait de déterminer une orientation pour les mois à venir. A cette occasion, il s'est révélé que la défaite n'est pas de nature à renforcer la cohésion d'un parti déjà bien peu uni avant les 12 et 19 mars. En plus du CERES, qui n'est pas représenté au sein de cet organisme de direction, on distingue plus ou moins trois courants différents dans la majorité «mitterrandiste», sans compter les multiples nuances liées aux influences personnelles. A quel point la social-démocratie se trouve en difficulté, c'est en tout cas ce qu'on avait pu juger dans les jours précédents, avec les rumeurs faisant état d'une remise en cause du style de direction de Mitterrand. Finalement, le premier secrétaire restera en place — jusqu'en 81, date de l'élection présidentielle, précise-t-on. Ne reste-t-il pas, face aux choix délicats auxquels le PS se trouve confronté, le plus petit commun multiple des courants qui le parcourent ?

Il y a d'abord ce qui semble être la position de Mitterrand qu'Estier décrit fidèlement depuis le deuxième tour dans l'Unité. C'est une position d'expectative mais qui tire évidemment un bilan sévère de l'attitude du PCF depuis le mois de juin dernier, début de la polémique. Celle-ci tient pour acquit que le Programme commun est mort et que cela n'aurait aucun sens de poursuivre son actualisation. On s'achemine donc vers une Union de la gauche qui aura de plus en plus tendance à se restreindre à un simple accord électoral.

A LA MAJORITÉ DE GOUVERNER...

Par rapport au gouvernement «la tactique de

Mitterrand» semble pour le moment se résumer dans cette phrase de la déclaration lue à la sortie de l'Elysée : «A la majorité de gouverner, à l'opposition d'exercer son droit de critique et de proposition». En clair, Mitterrand entend comme cet autre socialiste qu'est Edmond Maire «juger le gouvernement sur pièces». Et pratiquer une opposition constructive.

Toutefois, s'il reste plus vrai que jamais que le «courant Mitterrand» aspire toujours à une majorité socialo-centriste, celle-ci ne verra pas à l'évidence le jour tout de suite. Mitterrand ne tient pas à se discréditer par un soutien au gouvernement alors que les socialistes auraient beaucoup à y perdre. Le PCF serait, lui, dans l'op-

position totale et lui mènerait sans doute la vie très dure. Giscard non plus ne souhaite pas ce soutien car au vu du résultat des élections, celui-ci ne lui semble sans doute pas indispensable dans l'immédiat. Il peut se permettre de garder les socialistes «en réserve».

LE COURANT ROCARD

Un deuxième courant relève sérieusement la tête depuis le 19 mars, c'est le courant Rocard, depuis longtemps le plus droitier. Celui-ci ne se gêne pas pour proclamer bien haut, que cela tient au fait que ce Programme était trop quantitatif (comprenez qu'il mettait en avant trop de revendications élevées) et pas assez de revendications qualitatives (c'est-à-dire de revendications telles que changer la vie qui dans sa bouche n'est qu'une phrase creuse, mais permet de moins effrayer un électeur qui se désintéresse au niveau du SMIC). De tous les courants c'est sans doute celui qui est le plus hostile à l'alliance avec le PCF : même s'il ne peut y tourner complètement le dos pour les mêmes raisons que Mitterrand. A sa lisière se tient probablement Mauroy le maire de Lille qui en attendant de savoir comment se décline la situation se fait l'avocat d'une transformation du PS en parti social démoc-



crate «à l'allemande». Rocard trouvait jeudi un allié un peu imprévu dans la personne de Poperen.

LE COURANT POPEREN

Celui-ci anime une tendance qui, il y a quelques années était assez proche du PCF. Aujourd'hui, il mène contre les chevènementistes une bataille sans merci. On peut toutefois constater que ce CERES constitue un adversaire un peu insaisissable pour ses pires ennemis, les Rocard et autre Poperen. Car la division de la minorité ne fait que s'accroître. Tous ne suivent pas Chevènement quand celui-ci renvoie dos à dos Marchais et Mitterrand ; nombreux sont ceux qui s'indignent devant «la candeur» du député de Belfort quand celui-ci propose pour toute perspective de s'atteler à la rédaction d'un nouveau Programme commun !

On murmure que deux au moins des six députés du CERES s'ils ne sont pas éliminés du CERES (comment pourraient-ils l'être dans cette période incer-

QUI SERA ÉLIMINÉ DU SECRÉTARIAT ?

La réunion du secrétariat national du PS dont la minorité est exclue depuis le Congrès de Pau en 75, a discuté officiellement de trois points.

1. Le principe d'une plate-forme sorte d'actualisation du programme de 72 a été décidé et une Convention nationale pourrait être convoquée pour en discuter.
2. La désignation du candidat à la présidence de la République a aussi été évoquée. Rocard et Mauroy ouvertement sondés se sont poliment récusés. Mitterrand n'aurait pas exclu de poser sa propre candidature.
3. Enfin, le Congrès de Nantes avait décidé que le secrétariat du PS ne pouvait compter plus de 20 % d'élus. Compte tenu que sur 19 secrétaires nationaux et secrétaires nationaux adjoints, six ont été élus députés, il y en a deux de trop. Cette délicate question pourrait être réglée lors du comité directeur du 28 avril, (à la veille de la Convention nationale).

taine) auraient la ferme intention de faire pression sur Chevènement et Motchane pour les arracher à cette trop manifeste influence de Marchais.

Quoi qu'il en soit on ne peut pas attendre de Chevènement qu'il définisse complètement sa position avant que le PCF l'ait fait pour lui-même ; cela pren-

dra probablement encore un peu de temps. Toutefois il faudra bien que tous les courants aient arrêtés leur position d'ici la Convention nationale qui se tiendra le 29 avril et qui devra tenter de définir une orientation un peu précise...

François MARCHADIER

QUESTIONS SYNDICALES

Alsace : après les élections

QUELLE
VOIE POUR LA CFDT ?

● En Alsace, la CFDT est la première organisation syndicale, elle devance de loin la CGT. Avec quelques 5 000 adhérents, la CFDT possède tous les atouts nécessaires pour organiser et impulser des luttes significatives. Dans certaines usines, elle a encore progressé ces dernières années. Cela traduit en positif sans doute, un certain nombre d'acquis de luttes, un certain nombre de positions justes

La CFDT hérite d'un passé, d'un poids non négligeable. Le gros des responsables, ainsi qu'une part importante des travailleurs, dans la CFDT en Alsace, sont des anciens de la CFTC. Aujourd'hui encore, l'empreinte de l'église est certaine dans la CFDT de notre région. La quasi totalité des permanents, outre ceux issus de la CFTC, viennent de la JOC ou de l'ACO. Le parti socialiste aussi se porte bien par son implantation parmi les dirigeants. Néanmoins, des changements

sont intervenus, une évolution lente, mais certaine, conduit ce syndicat à une position contradictoire : assurer son avenir en tant qu'organisation responsable, «raisonnable», et d'autre part, marquer les luttes alsaciennes d'une empreinte de classe combative et dynamique. Par ailleurs, une présence effective dans les luttes qui ont marqué l'Alsace, comme la lutte des Schlumpf, celle de la General Motors ou RPT, ou bien encore plus loin dans le temps, celle de Renalu.

développées par la CFDT, comme l'opposition au canal Rhin-Rhône, ou bien la revendication de vivre et travailler au pays. Cela traduit aussi l'approbation de la politique cédétiste par une frange significative des travailleurs alsaciens. Dans une usine comme la SACM par exemple, la CFDT regroupe 60 % du personnel syndiqué !.

victoire de la gauche. Le comité régional de la CFDT déclarait alors : «*Nous sommes chacun et chacune devant un choix important et essentiel pour l'avenir. Notre vote peut permettre que s'engage la transition vers une société socialiste et autogestionnaire. De notre vote dépend aussi notre avenir.*»

Et aujourd'hui ? Après la visite de Maire à l'Élysée, après ses propositions attentistes, après les interrogations que les déclarations du N° 1 de la CFDT ont soulevées, où en est la CFDT en Alsace ? Que propose-t-elle après la cuisante défaite de la gauche, face aux querelles des partenaires, face aux exigences de lutte des travailleurs ?

Le bilan des législatives, d'abord. Pour le comité régional, «*ces résultats ont pu entraîner au départ un découragement... Loin de céder à la tentation du découragement, la classe ouvrière doit prendre conscience, comme la CFDT ne cesse de le répéter, que c'est sur son action, sur sa mobilisation, qu'elle doit compter, pour exiger la prise en compte de ses revendications... Ce qui a manqué dans cette campagne, c'est un grand souffle, une grande espérance... Mais l'espérance n'est pas morte ajoutez-elle. Non pour nous, l'espérance n'est pas morte. La CFDT n'a jamais perdu*

de vue l'essentiel, à savoir que c'est l'action collective qui est le moyen fondamental pour changer réellement la vie et la situation de ceux qui travaillent. Nous affirmons avec force que le moteur de la transformation réside dans le développement de l'action consciente et responsable de la classe ouvrière. Cela est vrai, indépendamment du contexte politique. Les élections ne sont qu'un moment dans l'histoire sociale et politique d'un pays.»

A première vue donc, le comité régional de la CFDT Alsace rejette les perspectives d'Edmond Maire. Appel à la lutte, au développement d'un syndicalisme autonome des partis de gauche. Pourtant la contradiction entre la lutte sans attendre, et attendre avant de lutter, apparaît en filigrane : «*Le président de la République et le futur gouvernement ne pourront pas ignorer que 50 % des Français et des Françaises ont clairement montré leur volonté de voir changer la politique économique et sociale.*»

Comment conclure ? Le comité régional CFDT Alsace s'interroge sans doute sur la voie à suivre, sur les perspectives à avancer. La défaite électorale de la gauche a du mal à être digérée. C'est pourquoi l'attentisme pèse encore lourd dans la balance des propositions.

Un certain soutien du PS

Tous ces facteurs jouent un rôle dans les prises de position ambiguës de la CFDT, avant, pendant et après la campagne électorale : sans jamais appuyer à fond l'un ou l'autre des faux-frères de la gauche, sans jamais indiquer clairement «le bon choix», elle a toujours désigné clairement l'ennemi à abattre : la droite. Une analyse plus approfondie permet toutefois de voir que la CFDT a toujours opté pour un appui critique au parti socialiste. Ainsi, sans que le PS ait jamais pris part à une quelconque action aux luttes ouvrières, le candidat du parti socialiste a été invité à une confrontation avec l'union

locale de Mulhouse, à la veille des élections législatives. Le but de cette rencontre va permettre à Hoffet, candidat PS à Mulhouse-ville de reprendre à «*son compte les aspirations des travailleurs.*» Ainsi, Jean Kaspar, secrétaire de l'Union régionale, membre du Bureau National CFDT, a accueilli Mitterrand, lorsqu'il est venu apporter son soutien électoral à Hoffet. Mitterrand a même visité le Musée des travailleurs toujours occupé par les Schlumpf, à grands renforts de journalistes et de photographes. Bref, une véritable campagne publicitaire.

Une ambiguïté permanente

Il n'en demeure pas moins vrai que l'ambiguïté est une constante au niveau des rapports avec la gauche. En janvier 78, *Le travailleur d'Alsace*, organe régional de la CFDT, titrait : «*Pour 1978, lutter, vivre, construire.*» L'éditorial insistait avec force sur la nécessité d'affirmer qu'une société plus juste est possible, sur le refus que d'autres pensent et agissent à notre place, sur l'action consciente des travailleurs et travailleuses pour exiger la prise en compte de nos aspirations. Plus loin, dans ce même éditorial, il ajoutait : «*Nos vœux pour 78 ? La victoire*

de la gauche pour engager la transition vers une société de plus grande justice.»

Au mois de février, le ton du *Travailleur d'Alsace*, avait très nettement glissé vers la gauche, le ton, mais aussi, le fond : «*Répondre à l'espérance populaire, tout est possible.*» Voilà en deux phrases la trame du contenu politique de l'éditorial, à savoir que «*tout est possible*... si la gauche passe.

Mars n'apporte pas que le printemps dans le glissement des positions CFDT d'Alsace : «*Tout faire pour battre la majorité actuelle, et permettre la*

Un équilibre instable

Équilibre instable, car partagé entre l'appel à ne rien faire de Maire, et l'aspiration à la lutte des travailleurs d'Alsace. Or, l'aspiration à la lutte semble l'emporter. General Motors et RPT, avant les élections, ont ouvert la brèche. Le troisième tour, le tour des luttes, s'organise. L'occupation à Strasbourg des travailleurs de la Robin, la lutte à Sévylor contre les atteintes à la santé, car la santé ne s'achète pas, l'action victorieuse des 140 travailleurs de la Seppic Cernay pour 120 F d'augmentation uniforme, l'intégration des primes, le doublement de la prime de vacances, le refus de 25 licenciements,

à GP Muller, groupe Luchaire, la solidarité par la lutte contre les licenciements de délégués à Schaffer impression et aux filatures Florival, sans oublier celle de Schlumpf, toutes ces luttes portent à croire que la voie du refus de la crise, de l'austérité, malgré les freins des confédérations, l'emportera. Il ne faut toutefois pas négliger les verrous à faire sauter pour que les luttes engagées se coordonnent, affirment leur autonomie politique, organisent le soutien populaire, et débouchent par leur détermination, leur valeur d'exemple, sur une riposte plus importante.

Corresp. MULHOUSE

Communiqués

CAMPAGNE POUR LES DROITS DE L'HOMME EN ISRAËL

Colloque sur
le problème de la terre

SAMEDI 1^{er} AVRIL ET DIMANCHE 2 AVRIL
au FIAP - 30 rue Cabanis
75014 Paris - M° Glacière

Pour toute correspondance :
Collectif national pour la Palestine
Boîte postale 146 - 75263 Paris Cédex 06

Journées
de commémoration

DU 29 MARS 1947
ET DU 1^{er} AVRIL 1971

organisées par
l'Association des étudiants d'origine malgache

- Commémoration solennelle des deux dates
- Partie culturelle à la gloire des martyrs patriotes (diapositives - chants et poèmes patriotiques)
- Intervention sur la situation politique actuelle à Madagascar.

LE SAMEDI 1^{er} AVRIL A 20 HEURES 30
8, Villa du Parc Montsouris - Paris 14^e
(Réunion en langue malgache)

LUNDI 3 AVRIL A 20 h 30
8, Villa du Parc Montsouris - Paris 14^e

- Hommage aux martyrs patriotes
- Exposé sur la situation actuelle à Madagascar
- Débat

(Réunion en langue française)
Association des étudiants d'origine malgache
8 Villa du Parc Montsouris
Paris 14^e
CCP n° 555610 E Paris

Moun'kika
la nouvelle
chanson antillaise

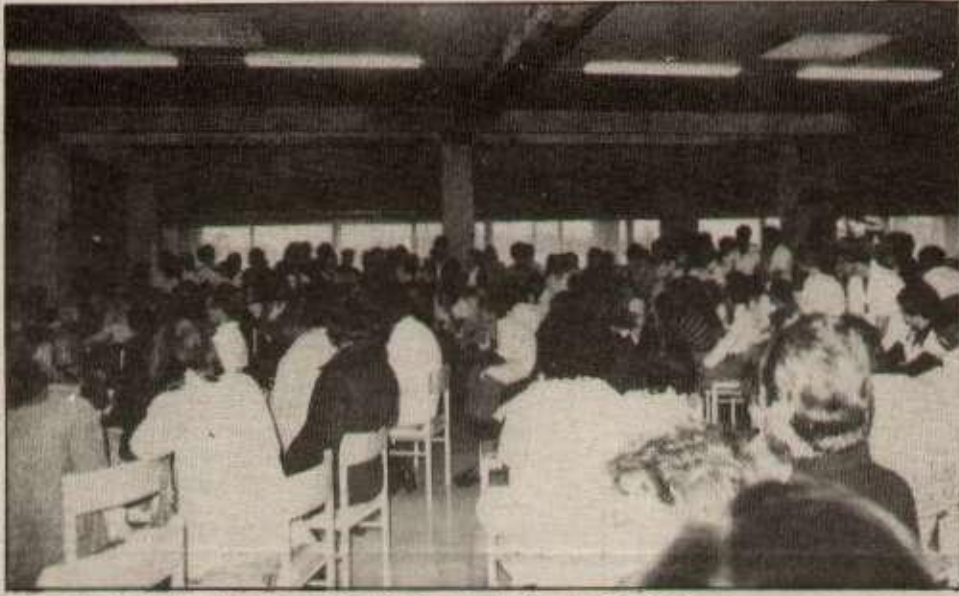
LE SAMEDI 1^{er} AVRIL A 20 h 30
Faculté d'Orsay (grande salle)
15, rue Georges Clémenceau
91405 - Orsay

Avec la participation du groupe camerounais :
MAMY WATA

Le jeudi 30 mars 78 a eu lieu à Aix, une manifestation des Normaliens de la FEN devant le Rectorat. La revendication commune était la création de postes dans le cadre des journées d'action nationale où les Normaliens se sont joints au SNES académique. A 10 h 30, 250 personnes étaient présentes, mais le recteur a demandé l'intervention des forces de la police, à cause des agressions verbales dont il était victime. Au cours de la manifestation, la police veut s'emparer d'un mégaphone utilisé pour demander la dissolution de la manifestation. L'altercation s'en suivit au sujet du mégaphone et la police matraqua tout de suite les manifestants. Un gars est embarqué dans le fourgon, 3 gars sont conduits à l'hôpital, blessés. L'après-midi, le gars arrêté est transféré devant le procureur de la République, tandis que dans le Palais de Justice, des Normaliens, des professeurs de l'École Normale et des profs présents à la manif du matin étaient là pour soutenir notre camarade qui est inculpé pour «outrage à agent» et «rébellion». S'il est condamné avec casier judiciaire, il risque d'être radié de la Fonction Publique. A la suite de cela, s'est créé un Comité Judiciaire au niveau de l'École Normale, pour la défense du gars qui a été inculpé et pour soutenir les gars matraqués durant la manifestation et qui vont porter plainte. Le vendredi 31 mars avait lieu un débrayage de 10 minutes appelé par la FEN et le SGEN CFDT. Les Normaliens sont décidés à continuer la lutte !

Section SGEN CFDT Aix en Provence

LUTTES OUVRIERES



Chaque matin AG du personnel à l'hôpital de la Source Orléans.

Depuis plus d'un mois le mouvement prend de l'ampleur et l'on assiste à une uniformisation des revendications auxquelles le ministère de la Santé par Direction de l'Action Sanitaire et Sociale interposée apporte une fin de non recevoir : les effectifs sont insuffisants pour accorder autre chose que des soins dispensés à la va-vite ; les conditions de travail du personnel se dégradent. La disparité de salaire entre Paris et la Province est toujours importante ; la prime de 13 heures supplémentaires accordée à Paris est toujours refusée ailleurs.

Une cohorte d'auxiliaires attendent toujours d'être titularisés. Le recours à ce personnel devient systéma-

tique pour une administration qui vise plus à rentabiliser son «entreprise» qu'à soigner ceux qui lui sont confiés.

A Orléans les travailleurs ont institué la gratuité des soins pour les malades en organisant des piquets de grève devant le «bureau des mouvements» qui est chargé d'établir les bons destinés au paiement des soins.

L'action a débuté jeudi à la Source et vendredi à Orléans, la direction a très vivement réagi à cette menace sur ses rentrées d'argent. Elle a, chaque fois, fait constater par un huissier accompagné semble-t-il par des flics en civil que les grévistes bloquaient le fonctionnement normal

de l'administration. Mais après avoir relevé les noms l'huissier battait en retraite et les grévistes avaient tout loisir pour populariser leur action près des malades qui venaient consulter. Ceux-ci bien souvent comme cela c'est déjà produit apportaient leur soutien à la lutte en signant un cahier mis à leur disposition par le personnel. On comprend bien l'intérêt des malades pour ce mouvement qui les concerne, puisqu'il porte principalement sur les conditions de travail et d'effectifs. Les photos prises par les grévistes en sont bien la preuve ; la limite du sordide est depuis longtemps dépassée. Le 5 avril une journée d'action est organisée, elle servira de

Les hospitaliers se mobilisent

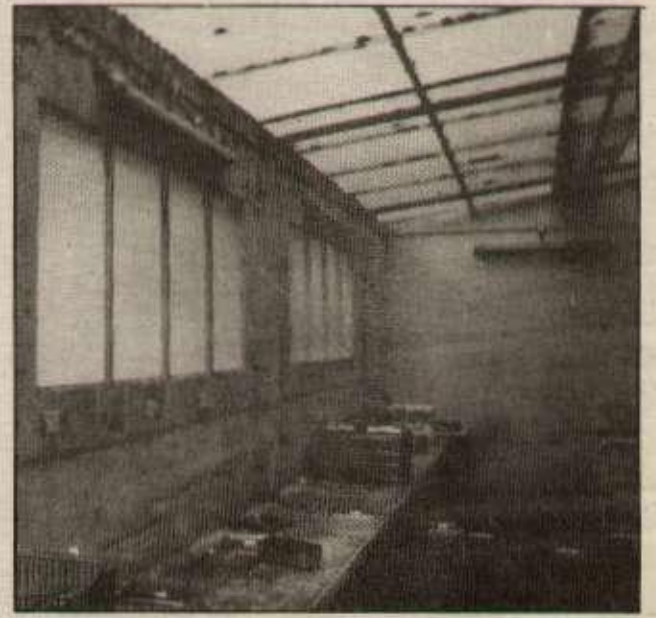
● JOURNEE NATIONALE D'ACTION LE 5 AVRIL ● GREVE LE 11

● En faisant le point du mouvement de lutte des hospitaliers, on constate que déjà dans de nombreux hôpitaux, des grèves, des débrayages, des manifestations suivies d'assemblées générales fleurissent : dans la région du Centre bien sûr, avec Orléans et la Source mais aussi en Bretagne, dans le Nord, à Lyon, Toulouse et Marseille.

préparation à une grève nationale le 11, qui, d'après la CFDT donnerait le départ à une généralisation de la lutte des hospitaliers. Partout l'exaspération est à son comble, à Auch dans le Gers par exemple, les infirmières reçoivent systématiquement un blâme pour la moindre pécadille ; un bonnet qui n'est pas porté, un bavardage avec une voisine de service, même le droit à la pause café a été supprimé.

Si l'on s'en remet à la volonté de lutte des hospitaliers les journées des 5 et 11 avril pourraient être autre chose que des actions de mécontentement sans lendemain.

Bernard PELO



Entrepôt des gamelles (pleines) à la cuisine de l'hôpital d'Orléans.

LE ROUGE

Le lecteur du Monde qui lit, souvent avec la délectation de l'amateur éclairé, les billets de Monsieur Escarpit, au bas de la Une du «quotidien-de-la-rue-des-Italiens» est bien loin de deviner, derrière l'humaniste maniant la plume avec élégance, le patron qui voit rouge.

Oh, pas de ce rouge de bonne race dont il parlait le 1^{er} janvier en saluant 1978, millésime historique, mais du rouge de la fureur du mandarin qui normalise «son» université.

Le rouge, Monsieur Escarpit, ne vous va pas ; la rose pour laquelle vous espérez tant est défraîchie ; l'année sera mauvaise pour vous, prenez garde... aux rouges !

R. Escanat

AU JOUR LE JOUR

MILLÉSIME

Il n'est pas toujours très agréable de vivre les dates historiques, mais elles sont le sel du calendrier. Les années de consommation courante peuvent être celles d'un certain bonheur quotidien, mais elles vieillissent mal, leur bouquet est fragile, et il arrive qu'elles laissent au palais une fadeur, voire une amertume, dont on se lasse.

Le temps est venu d'un grand millésime. Je souhaite à 1978 d'être d'un rouge de bonne race qui ne monte pas à la tête mais chauffe le cœur, et qui ait assez de corps pour ne perdre ni la vigueur de son alcool ni le généreux parfum du terroir qui l'a fait naître.

ROBERT ESCARPIT.

A l'université de Bordeaux 3

LUTTE CONTRE UN PATRON DE GAUCHE DE CHOC

● *Vivre la gauche*, tel est le titre d'un livre de Robert Escarpit, dans lequel il essaie de montrer qu'au delà des apparences partidaires, il existe des principes de gauche. Une éthique, en quelque sorte, caractérise les hommes de gauche, à la fois en positif, et en opposition aux principes et comportements de droite. Monsieur Escarpit est président de l'Université de Bordeaux 3.

Les agents de personnel ATOS connaissent bien l'attitude de la direction de Bordeaux III. En 1976, l'université de Bordeaux III comme beaucoup d'autres, est en grève. Le personnel ATOS a le tort, aux yeux de l'administration, de soutenir cette grève. C'est à ce moment que certains éléments d'extrême-droite mettent au point une provocation contre les employés les plus combattifs. Ils entraînent trois ouvriers en justice. Ils comptent bien ainsi se débarrasser d'eux. En fait, la grossièreté de la manœuvre et l'inexistence de preuves font que les agents inculpés obtiennent un non lieu. Toutes ces manœuvres, la direction les a regardées d'un œil complaisant.

Un tract de la SLPEESB-CGT et du SGEN CFDT fait un peu le tour de la politique de l'administration de Bordeaux III : «Il faut que les travailleurs et travailleuses ATOS de Bordeaux III sachent que les problèmes sociaux et poli-

tiques très importants n'ont jamais été bien réglés à ce jour par le pouvoir représenté à Bordeaux III par certains fonctionnaires d'autorité, à savoir : 1. Après un licenciement abusif, un contractuel de la formation continue n'a toujours pas touché la totalité de ses indemnités. Que fait l'administration pour parer aux insuffisances de personnel dans les services ? Ces fonctionnaires dits d'autorité admettent et cautionnent la politique d'exploitation des travailleurs : échelle des salaires de moins de 1 500 F à plus de 15 000 F ! L'administration féodale de Bordeaux III embauche des militaires et des retraités et renvoie au chômage un jeune travailleur de 23 ans (40 000 chômeurs en Gironde !). Nous constatons que les conflits entre travailleurs et autorités monarchiques de Bordeaux III se traduisent dans bien des cas, par des démissions autoritaires, des tentatives d'intimidation et des abus

de pouvoir. Tentatives de licenciements illégaux, tentatives de déplacements internes, sous-classements, politique contractuelle de hors-statuts, blocage des informations...».

RIPOSTE AU LICENCIEMENT

Tout récemment, à titre de suppléants, elle embauche trois agents de service, dont deux militaires en retraite et un jeune chômeur de 23 ans ; alors qu'au cours d'une sorte de commission paritaire, M. Escarpit avait affirmé que l'embauche de jeunes chômeurs serait prioritaire, il n'a pas hésité à employer un militaire de 62 ans, à la retraite. Il a été embauché comme suppléant : il ne pouvait être titulaire, du fait que sa retraite atteignait le plafond. Jean Christophe, après avoir travaillé pendant deux semaines, se retrouve parmi les 40 000 chômeurs de la Gironde. La riposte à cette politique n'a pas tardé. Mercredi 29 mars à 10 h, ce sont quelque 70 employés et agents de service qui se sont rassemblés devant le bureau du président de l'Université de Bordeaux III, et lui ont demandé de venir s'expliquer. M. Escarpit a refusé,

Note de service

Cette note de service vient d'entrer en vigueur : «Dégradations et salissures indélébiles endommageant gravement les locaux et pièces à la disposition d'organismes divers, les mesures suivantes sont arrêtées : la réservation de salles ou d'amphithéâtres fera désormais l'objet d'un droit uniforme de 200 F par réunion. En outre, un cautionnement de 500 F par réunion devra être déposé pour couvrir toutes dépenses résultant de dégradations ou de salissures anormales et sera restitué après constat de l'état des lieux par les services de maintenance des bâtiments...»

Suit une très longue procédure, en cinq étapes ! «Certaines exonérations pourront être accordées.»

DE GRADATIONS INDÉLEBILES ENDOMMAGEANT GRAVEMENT LES LOCAUX ET PIÈCES À LA DISPOSITION D'ORGANISMES DIVERS, LES MESURES SUIVANTES SONT ARRÊTÉES : LA RÉSERVATION DE SALLES OU D'AMPHITHÉÂTRES FERA DÉSORMAIS L'OBJET D'UN DROIT UNIFORME DE 200 F PAR RÉUNION. EN OUTRE, UN CAUTIONNEMENT DE 500 F PAR RÉUNION DEVRA ÊTRE DÉPOSÉ POUR COUVRIR TOUTES DÉPENSES RÉSULTANT DE DÉGRADATIONS OU DE SALISSURES ANORMALES ET SERA RESTITUÉ APRÈS CONSTAT DE L'ÉTAT DES LIEUX PAR LES SERVICES DE MAINTIENANCE DES BÂTIMENTS...
Ces mesures seront appliquées à compter du 13 mars 1978.
Le président,
R. ESCARPIT

Il s'agit là d'une attaque contre le droit d'expression et de réunion à l'Université. Le CROUS, l'an dernier, avait commencé dans ce sens. Aujourd'hui, M. Escarpit va encore plus loin. Ainsi, un concert s'est tenu dans un amphi : les organisateurs n'ont versé aucune somme d'argent. A la même époque, une réunion de soutien à la Résistance palestinienne au Sud-Liban n'a pas bénéficié des mêmes avantages !

il ne se sent pas à l'aise devant les porteurs de pancartes, pour reprendre une expression de Barre, il a préféré recevoir une délégation. Il a essayé de concilier la nécessité de licencier et le soutien aux travailleurs... Mais il ne semble pas disposé à céder. Cette première mobili-

sation est un élément positif. Les travailleurs et leurs syndicats envisagent maintenant de populariser cette lutte dans tous les secteurs de la fonction publique de Bordeaux, dans la presse, et de publier un tract et une affiche.

Corr. Bordeaux

Les Bretons dans la rue

4 MANIFESTATIONS SAMEDI

«Vous n'auriez pas vu Polmar ?». Il y a quelques jours on pouvait encore ironiser sur ce thème. Aujourd'hui c'est fini : sous les grenades, le supertanker a fini de se disloquer et de cracher son pétrole. Bilan définitif du plan Polmar : zéro !

Le ramassage continue sur les plages de Bretagne au seau, à la pelle avec les citernes à purin des paysans... Les élus locaux reculent devant l'afflux de volontaires, ne sachant ni les organiser, ni les loger !

Partout en Bretagne les manifestations se multiplient. A Brest une nouvelle manifestation a eu lieu pour dénoncer «les carences de l'Etat qui se plie sous la volonté des sociétés pétrolières». Après avoir réclamé l'embauche de chômeurs pour nettoyer les plages, les manifestants ont tenté d'occuper un dépôt de la Shell.

Manifestation également à Paimpol pour exiger que «les pollueurs» soient les «payeurs». A Saint-Brieuc des milliers de manifestants ont crié mercredi soir «plan Polmar : bobard». La



direction départementale de la jeunesse a été occupée pour protester contre la politique hypocrite du «volontariat».

A Quimper 3 000 personnes, dont beaucoup de lycéens ont manifesté en silence jeudi après-midi. Jeudi soir à Rennes 5 000 manifestants ont défilé

pendant plus de deux heures dans le centre ville à l'appel de l'extrême gauche, des écologistes et de l'UOPDP.

Samedi 4 grandes manifestations sont organisées par les syndicats CGT, CFDT et FEN à Brest, Lorient, Quimper et Rennes.

Par ailleurs la firme Shell France a décidé de porter plainte contre les promoteurs du boycott s'estimant «victime d'une grave injustice» ! Ceci ne ralentit pas l'ardeur militante des colleurs d'auto-collants et d'affiches qui veulent porter un avertissement sévère aux pétroliers.

PAYSANS

Le congrès des producteurs de lait

UN BILAN POUR LE SYNDICALISME OFFICIEL

«Ce n'est pas à la FNPL (Fédération nationale des producteurs de lait) qui se réunissait en Assemblée générale les 28 et 29 mars que l'on a pu entendre «en payant la taxe, les producteurs payent leur propre élimination» car les opposants à la ligne Debatisse ont accepté la taxe sur le lait à condition que son montant soit ramené à 0 %. Dès lors, le congrès des producteurs de lait pouvait se dérouler

Les congressistes étaient d'accord pour une augmentation du prix du lait : Beucher et la FRSEA (fédération de l'ouest) veut 10 % tout de suite et la taxe telle qu'elle est. Il sera certain, comme cela, que seuls les gros producteurs s'en sortiront. L'opposition dont Aimé Genibres, vice-président de la FNPL, est le porte-parole au nom de 15 départements du sud-ouest et de la Loire-Atlantique, du Morbihan et du Finistère ne s'oppose plus au principe de la taxe mais seulement à son application actuellement. Il ne veut plus s'entendre reprocher par le vendéen Besseau qu'«une opposition à la taxe naîsse, c'est son droit, mais qu'elle soit conduite par un responsable de l'organisation nationale, c'est trop, et la FNPL doit prendre des dispositions pour que cela ne se reproduise pas, car la première règle du syndicalisme demeure le respect des décisions prises.» Mais qu'on se rassure pour les contrevenants : la chasse aux sorcières n'ira pas plus loin pour le moment. Il

faut attendre la réunion du prochain conseil d'administration de la FNPL, beaucoup plus propice au règlement de compte, pour y voir plus clair dans la bataille que se livrent les partisans de Debatisse et ses adversaires dont «la sensibilité réformiste», pour reprendre les termes de l'un d'eux «se situerait

«normalement» chacun respectant son rôle. Le ministre Méhaignerie, pas encore certain de conserver son portefeuille, déclarait avec prudence qu'il n'avait pas grand chose à dire «la proximité d'échéances gouvernementales donne actuellement une précarité certaine à la fonction ministérielle... comme on le comprend !

plus à gauche.»

En avril, il est possible qu'une journée nationale d'action soit organisée par les syndicats officiels, pour appuyer les revendications françaises de démantèlement des montants compensatoires français à l'exportation. En outre, c'est également pour faire pression sur la commission du

Marché commun, chargée de fixer les prix, que la FNSEA et ses sections spécialisées comme la FNPL organiseraient des démonstrations de masse qui ont le mérite supplémentaire aux yeux des dirigeants de servir de soupape de sécurité au mécontentement des adhérents paysans.

Le MSTP voudrait être reçu par Giscard

Dans un communiqué de presse, les membres du comité national mensuel du MSTP (mouvement national des travailleurs paysans) créé pour rassembler les mécontents qui n'adhèrent plus à l'idée de syndicalisme corporatif unitaire incarné par la FNSEA, mais qui refusent la ligne de lutte de classe défendue par les «Paysans-travailleurs», font part de «l'existence de la pluralité syndicale en agriculture, le gouvernement va-t-il en

fin reconnaître d'autres interlocuteurs que la FNSEA et le CDJA ?»

Il est bien difficile d'être ailleurs ! et de prétendre recevoir les marques d'intérêt accordées à ceux qui font l'événement, comme Debatisse.

Par ailleurs, «le MSTP redoute», en faisant le point après les élections, «la poursuite de la même politique agricole néfaste pour la masse des petits et moyens paysans».

Le MSTP rappelle avec force la nécessité d'une politique agricole différente. Bien ; mais au delà de quelques déclarations d'intention, il sera intéressant de voir comment ce mouvement organise les paysans, et pour mener quelles actions.

Enfin, le communiqué «rappelle son opposition à tout élargissement du Marché commun sans règlement préalable satisfaisant.»

Succès du meeting de la GUPS à Paris

La salle de la Mutualité était pleine vendredi soir, pour le rassemblement appelé par la GUPS. Il manquait même des places pour de nombreux participants. La première intervention, faite par le président de la GUPS a rappelé ce que signifiait la journée de la Terre pour le peuple Palestinien le 30 mars, l'importance des luttes menées par le peuple Palestinien à l'intérieur de la Palestine occupée. Une autre intervention, du bureau de l'OLP en France, a exposé la situation actuelle de la Résistance et la lutte armée au Sud-Liban contre les sionistes. Puis, le représentant du Mouvement national libanais a exposé le point de vue du mouvement sur la situation actuelle au Liban, la situation de la région, les graves menaces qui pèsent sur l'intégrité nationale du Liban. Enfin le professeur Larivière de l'AMFP (association médicale Franco-Palestinienne) a appelé à soutenir la Résistance dans la lutte.

La 2^e partie du meeting a été animée par le chanteur libanais Hatem, exprimant les aspirations de son peuple. La salle participait pleinement avec Hatem, reprenait ses refrains, applaudissait, alors que certains participants au rassemblement dansaient la Dabké, comme lorsqu'au Liban, Hatem vient encourager les combattants de la montagne.

Après quelques chansons de la chorale de l'UGET (Tunisie) très applaudies, Hatem a clôturé le rassemblement par un chant en hommage au FATH.

Iran : violentes manifestations dans 15 villes

Toutes les villes d'Iran sont actuellement le théâtre de grandes manifestations populaires contre le régime du Shah. Vendredi, c'est dans quatre artères, au cœur de Téhéran, que les manifestants ont affronté les forces de répression. C'est à l'occasion du quarantième jour des martyrs de Tabriz, où des centaines de manifestants furent assassinés par la police et les blindés que cette vague de manifestations a déferlé sur le pays dans les derniers jours de mars, dans plus d'une quinzaine de villes. L'Union des étudiants iraniens en France (CISNU) en dresse le tableau suivant :

MERCREDI 29 MARS

Yazd : grande manifestation du peuple qui attaque plusieurs banques ainsi que le siège du parti unique et le bâtiment de la Compagnie d'assurance de l'Iran.

Ahwaz : les étudiants de cette ville se rendirent à Dezfool pour y manifester (attaques contre les banques).

Zahedan : les manifestants attaquent les édifices publics.

Mashad : manifestation vers midi. Plusieurs banques ont été incendiées.

Esfahan : à 19 h, les manifestants ont attaqué plusieurs banques et édifices publics, tout en distribuant des tracts.

Téhéran : attaques contre plusieurs banques et cinémas.

JEUDI 30 MARS

Ghazvin : Affrontements sanglants entre les révolutionnaires et les policiers à 2 heures du matin.

Mashad : entre 4 et 6 heures de matin, des manifestants ont attaqué les sièges de la Banque Saderat et y ont mis le feu.

Yazd : grande manifestation du peuple qui a attaqué les forces de répression à coup de bâtons et de briques. La police ouvre le feu : deux manifestants sont tués.

Téhéran : manifestations à 11 h 30. Attaques contre des banques et édifices publics.

Ghazvin : Commandos populaires contre les banques.

Khoramabad : grande manifestation populaire.

Mashad : manifestation au début de l'après-midi avec attaques contre les banques et les hôtels souvent fréquentés par les agents de la SAVAK.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Qui a torturé Heid ? Violences policières ?

Le 21 mars dernier, pour pallier à un état dépressif, une jeune allemande s'adonne à la boisson. Vers 17 heures, elle demande à un de ses amis de venir la rejoindre, son état dépressif ne faisant qu'empirer sous l'effet de l'alcool. Celui-ci, tentera de la calmer et de la désalcooliser, tandis que le gardien de l'immeuble, alerté par le bruit, prévient les flics. Ils arrivent vers 17 h 30, pénètrent dans l'appartement et s'empressent de « fouiner un peu partout ». Sur la promesse des flics qu'il pourrait l'accompagner, l'ami de Heid, (la jeune allemande), porte celle-ci dans le car des flics. Mais pour les flics le plus court chemin pour aller à l'hôpital passe par le commissariat du 19^e, où l'ami de Heid est descendu de force pour une « déclaration de main courante ». En fait il subira un interrogatoire, et les flics affirmeront « alors ton amie est une gauchiste qui a fui l'Allemagne... elle nous l'a dit ». Pendant ce temps qu'ont fait les flics ? Alors qu'il ne faut, pour un car de police, que 10 minutes au maximum pour rejoindre l'hôpital C. Bernard, il leur aura fallu plus d'une demi-heure ! Heid, reçue par le service d'urgence, souffre d'atroces brûlures sur le sexe et sur le corps, et d'un traumatisme ! Après des soins pour ses brûlures, Heid est dirigée sur l'hôpital Ste Anne, où son ami, relâché après des heures de recherche, la retrouvera. La jeune allemande ne se souvient pas des moments qui suivirent son embarquement jusqu'à son transfert à Ste Anne, temps pendant lesquels elle subira ces atroces brutalités et ces brûlures, vraisemblablement dues à un acide. Or, ce sont les flics qui l'ont conduite à l'hôpital, et ils reconnaissent n'être arrivés que vers 19 heures !

Une histoire qui n'est pas sans rapprochement avec celle qui s'est passée le 27 septembre dernier, où sous prétexte de vérification d'identité, deux flics avaient brutalisé et violé une Hollandaise ! L'un des deux vient de reconnaître les faits. Deux faits odieux à mettre une fois de plus sur le compte de la racaille en uniforme.

Pierre CHATEL

Grève aux Bibliothèques municipales de Paris

Vendredi 31 mars, une grande partie du personnel des bibliothèques de la Ville de Paris, s'est mis en grève pour obtenir la réintégration d'une employée vacataire licenciée. Une centaine de personnes ont occupé le bureau de Monsieur Landowski, directeur des Affaires culturelles de la Ville de Paris, obtenant ainsi satisfaction.

Le problème des vacataires reste malgré tout posé.
Correspondant

31 MARS : FIN DU «SURSIS» POUR LES EXPULSIONS

31 mars, le sursis pour les expulsions prend fin. Comme chaque année, les rapaces de la créance vont pouvoir sortir de leur hibernage, et avec le concours des flics et la protection des lois de la « propriété » mettre à la rue des milliers de familles démunies. Avec la fin de la période d'hiver, le masque humaniste de la bourgeoisie, se fond en un masque de vautour. Profondément touchées par la crise dont tout le poids repose sur elles, les familles populaires, accablées de l'incertitude du lendemain, par le développement pernicieux du chômage et les salaires de fond de tiroir, vont connaître à nouveau l'angoisse de la menace d'expulsion. Les propriétaires et les usiers, au mépris de la misère dont ils sont pour une part les perpétuateurs, vont ainsi pouvoir user de leur « droit », celui de la force, pour récupérer quelques



« sous ». Les expulsions, un « droit » à la mesure de cette société, la même qui voudrait se refaire une façade libérale sous l'enseigne de « l'ouverture ». Et ce n'est pas les larvoie-

ments du député PCF Meillat devant le parlement de l'Assemblée pour obtenir un nouveau sursis qui pourront empêcher les expulsions. La démagogie qu'il affiche sur le terrain

est fonction de la colère et de la mobilisation des familles concernées, une révolte qu'il cherche à détourner et à récupérer pour son propre compte.

Pierre CHATEL

«A l'image du facteur, le policier bientôt partie intégrante de l'environnement quotidien des Marseillais»

« Pour accroître la sécurité des Marseillais, un policier dans chaque quartier dès le 17 avril avec l'application de la technique de « l'ilotage ». Ce titre à lui seul montre avec quel enthousiasme ce torchon raciste *Le Méridional* accueille une initiative dont il est un peu le précurseur. Au cours de la vague d'assassinats racistes, le rédacteur de ce journal et toute son équipe, n'avaient-

● Mardi 28 mars, M. Camille Michel, Préfet de police, a présenté « cette nouvelle technique de surveillance ». L'ilotage consiste à découper la ville de Marseille en 110 îlots. Dans chaque îlot, un policier sera chargé d'effectuer des rondes « de 8 h 15 à 12 h et de 15 h à 19 h » ; son rôle sera de connaître parfaitement son îlot, ses habitants, leurs habitudes...

les travailleurs de Gervais-Danone a non seulement été protégé par la police (CRS et RG), mais qu'en plus la préfecture a effectué dans le même temps

L'ilotier circulera sur un cyclomoteur. Il sera en liaison radio constante avec le bureau central. Etant affecté au même îlot, il connaîtra, assez rapidement, la population et s'en fera mieux connaître. Sa mission est surtout préventive. P'en qu'étant policier il doit, en permanence, se tenir prêt à intervenir et à œuvrer en conséquence dans la répression. Il surveillera les écoles, les établissements publics et financiers, la voie publique, et devra pouvoir réagir à tout moment et très vite.

ils pas préconisé la création d'un comité de défense des Marseillais, dont l'ennemi principal était clairement décrit comme ayant le teint basané ? Ces partisans du renforcement du quadrillage policier nous disent clairement quel est le but de l'ilotage : « Assurer une présence plus « physique », plus « palpable » de la police ». Cette nouvelle technique « complètera les opérations de contrôle et de quadrillages diurnes et nocturnes, et permettra d'intensifier la lutte (...) contre les cambriolages et les vols avec violence ».

Faut-il rappeler que le commando fasciste contre

des « opérations coups de poings », dans les quartiers populaires de Bellevue et de Bassens !

Loin de vouloir faire échec aux truands, l'ilotage a pour seul but réel, le flicage systématique de la population et notamment des familles populaires. Ce n'est certainement pas un hasard si les 20 premiers îlots sont expérimentés dans les quartiers nord de Marseille, très populaires. *Le Méridional* ne le cache d'ailleurs pas : « Cette présence constante permettra d'acquiescer une meilleure connaissance du « terrain » aux fins d'interventions éventuelles, et surtout, d'améliorer les con-

tacts entre la police et la population, en aboutissant à une meilleure compréhension réciproque. » Et de conclure pour l'avenir : « A l'image du facteur, le policier fera bientôt partie intégrante de l'environnement quotidien des Marseillais. » Il n'est pas précisé si le policier distribuera le courrier pour briser une éventuelle grève du facteur !

Le Provençal de G. Defferre encourage cette initiative : « Il ne s'agit pas de refondre complètement l'organisation existante, mais de la parfaire, de l'améliorer, et de lui apporter un visage humain. » (...) « Au lieu d'avoir tous les jours un gardien différent dans leur quartier, les gens auront toujours affaire au même. »

Le Parti socialiste reprend lui aussi les mêmes thèmes que la droite la plus réactionnaire. Quoi d'étonnant quand on sait que ce Parti s'est toujours extasié devant la technique de l'ilotage érigée en système par la social-démocratie allemande !

Si le quadrillage policier de nos quartiers n'est pas fait pour nous rassurer, un autre aspect très inquiétant de l'ilotage doit être dénoncé : le rôle donné aux Comités d'Intérêt de Quartiers (C.I.Q.). Pour le Parti socialiste, il s'agit de « faire

la police dans sa recherche d'une efficacité accrue de son action urbaine. »

LE SILENCE DU PCF

L'absence totale de réaction du PCF s'explique simplement par son accord avec le renforcement du quadrillage policier par l'implantation accrue de commissariats dans les quartiers populaires. Mais les responsables de ce Parti et notamment les candidats aux dernières législatives, comme G. Hermier, se sont aperçus que ce thème n'était pas très populaire, surtout parmi les jeunes. Les dirigeants du PCF demandent des moyens et des effectifs supplémentaires pour la police, l'ilotage aura comme première conséquence l'apparition de 184 flics de plus.

Ainsi on peut constater que sur ces actions répressives, qui ne gênent en rien les activités du « milieu » et les proxénètes protégés, les partis de droite et de gauche trouvent rapidement un terrain d'entente. Dans sa course à « l'ouverture », Giscard sait très bien que sur ces actions là, il bénéficiera du soutien implicite ou pas, de Fabre, de Mitterrand, de Marchais et des autres.

Aux travailleurs, aux progressistes et aux révolutionnaires de montrer clairement leur refus du quadrillage policier de nos quartiers.

C'est dans ce sens que le Comité d'initiative de Marseille de l'UOPDP a constitué une commission « unité de la classe ou-

Et Chirac aussi...

« Les parisiens ne disposent pour les protéger que de 500 gardiens de la paix. Ce chiffre est cruellement insuffisant... La municipalité va accentuer encore son effort important pour l'aménagement des commissariats et le logement des gardiens de la paix ». C'est ce qu'a déclaré Chirac lors de sa visite à l'Elysée en réclamant toujours plus d'effectifs et de crédits pour la police. De Paris à Marseille, RPR ou PS tout le monde « mobilise »...

passer la politique à long terme de la municipalité ». Or, la présentation de la technique de l'ilotage sur Marseille s'est faite devant les présidents des C.I.Q. principalement membres du PS. Pourquoi ? « Les responsables des C.I.Q. (sont) concernés au premier chef par ce dispositif, à la mise en place duquel ils ont étroitement collaboré. Une initiative qu'il convient de souligner » se réjouit *Le Méridional* qui précise encore que « la délimitation géographique des 110 îlots a été calquée sur celle des C.I.Q. » Le Provençal précise aussi que les C.I.Q. sont « devenus un des interlocuteurs privilégiés de

vrrière », prenant ainsi en compte tous les problèmes de la « sécurité » dans les quartiers. Pour l'UOPDP, la délinquance et « l'insécurité » ne disparaîtront pas avec un renforcement des effectifs policiers, bien au contraire ; ces phénomènes ne disparaîtront qu'avec le système capitaliste qui les a créés et développés avec ses cités-ghettos, son chômage galopant surtout parmi les jeunes et les familles populaires, ses saisies et ses expulsions contrastant avec un étalage incédent de richesses inabornables pour ceux qui les créent.

Robert RIVIERE

« Tandis que l'attention de l'opinion internationale était polarisée par les grands moyens d'information, sur l'Ogaden, la guerre en Erythrée, non seulement se poursuivait, mais encore s'intensifiait. De très rudes combats s'y sont déroulés ces dernières semaines. Cette remarque était faite jeudi matin au siège de la délégation du FPLE à Paris, par une délégation de la direction du Front, de passage en France. Mohamed Said Barre, du Bureau politique, et deux membres du comité central du FPLE, Andemical Kahsai et Haïlé Menkerios, ont répondu largement aux questions des journalistes sur la situation dans leur pays.

Au cours des dernières semaines, ont-ils noté, les forces éthiopiennes d'occupation n'ont cessé d'accroître leurs interventions.

Comme il est indiqué dans la déclaration préliminaire (voir ci-contre), les attaques de grande envergure contre les zones libérées, les bombardements au napalm contre les objectifs civils sont devenus quotidiens.

Tout cela prépare une offensive de plus grande ampleur, avec l'appui soviéto-cubain. Mais, soulignent les dirigeants du FPLE, malgré une aide extérieure colossale accordée au régime éthiopien, l'Erythrée a continué à se libérer. Aujourd'hui, 95 % du territoire est libéré par les deux fronts : FPLE et FLE, la majeure partie étant par le FPLE.

Le grand port de Massawa sur la Mer Rouge est « stratégiquement libéré » puisque les forces

d'occupation éthiopiennes qui ne contrôlent plus qu'un quart de la cité portuaire, ne peuvent l'utiliser. Assab, autre cité portuaire au sud de l'Erythrée, n'est plus occupée qu'en son centre par les troupes d'occupation, encerclées.

15 MARS : GRAVE DÉFAITE DES AGRESSEURS A ASMARA

Asmara, la capitale, a été l'objet à la mi-mars d'une très grande bataille que les mass media ont passée sous silence : « Les 14 et 15 mars, le régime éthiopien a lancé 10 000 hommes et des unités de blindés sur un front de plus de 30 kilomètres pour essayer, avec l'aide soviétique et cubaine, de briser le siège d'Asmara tenu par les forces de libération. Cette opération a échoué.

« Des bombardements au napalm quotidiens, contre les populations civiles • des centaines de villages réduits en poussière • la guerre contre notre peuple s'est aggravée ces dernières semaines ».

Une conférence de presse de trois dirigeants du FPLE à Paris

Nous avons fait des centaines de prisonniers, détruit plusieurs chars. Et la capitale, où se trouvent 3 500 soldats cubains, est toujours assiégée par nous.»

autres forces engagées aux côtés du régime d'Addis-Abeba.»

L'AIDE OCCIDENTALE A ADDIS-ABEBA

A une question sur la participation des Sud-Yéménites aux combats, les dirigeants du FPLE ont précisé : « Des soldats du Yémen démocratique combattent en effet aux côtés des forces d'occupation. Tout en luttant contre eux sur le terrain, nous essayons de les convaincre qu'ils sont engagés sur une voie erronée. Nous faisons de même avec les

Il a été souligné comment, parallèlement à l'intervention soviéto-cubaine et sud-yéménite, le régime éthiopien continue de recevoir un très important appui des puissances occidentales, financièrement par le biais du FMI mais aussi des équipements militaires. Ce qui est vrai de la part des Etats-Unis l'est aussi de la part des pays du Marché commun qui accordent une aide éco-

nomique importante à la junte militaire d'Addis-Abeba avec laquelle de nouveaux et importants contrats ont été signés ces dernières semaines. Quant à l'« expulsion » des Israéliens par l'Ethiopie, « elle n'est, disent les dirigeants du FPLE, qu'une mise en scène. Nous avons la preuve que les Israéliens continuent d'aider directement le régime éthiopien. »

Mais l'aide humanitaire à l'Erythrée dont s'est prévalu récemment le ministre français des Affaires étrangères, de Guiringaud, les Erythréens n'en ont toujours pas vu la trace.

en contradiction avec les forces anciennes au sein de la Révolution, ont donné naissance au FPLE en 1970. Les forces réactionnaires aujourd'hui sont réduites, mais elles reçoivent encore un soutien actif de certains pays voisins. Ces forces sont représentées notamment par Osman Sabbe (responsable de l'émigration extérieure du FPLE). Nous n'avons rien contre sa personne puisque nous menons une lutte de libération nationale avec plusieurs classes ; c'est sa pratique réactionnaire que nous condamnons, tout en l'appelant à

Communiqué du FPLE sur la situation actuelle en Erythrée (Extraits)

(...)Après 17 ans de lutte armée populaire et révolutionnaire du peuple érythréen pour l'indépendance nationale et l'émancipation sociale, et après la libération de 95 % du pays, le monde est témoin de l'internationalisation de la guerre avec l'intervention des puissances de tous les genres pour différents buts. Pendant que, d'un côté, le régime éthiopien, avec l'aide américaine, soviétique, israélienne et cubaine, mène une course à la guerre d'agression et de génocide sans précédent, l'impérialisme US, de l'autre, conspire en vue de détruire nos efforts pour l'unité nationale, en collaboration avec ses valets dans la région et en Erythrée. Cette conspiration a également pour but de consolider ses valets érythréens dans l'espoir de créer un état néo-colonial en Erythrée. (...)

La junte militaire actuelle non seulement poursuit mais intensifie sa guerre de génocide et d'agression contre la juste lutte du peuple érythréen dans l'espoir de la liquider militairement. Avec un soutien militaire massif, la junte a quadruplé ses attaques aériennes, terrestres et navales dans les campagnes et villes libérées comme point de départ à une offensive de grande envergure qui est en préparation depuis longtemps. Plus de 600 villages ont été réduits en poussière et des villes et autres centres civils sont bombardés quotidiennement au napalm. Les hôpitaux, les écoles, les marchés et l'infrastructure économique dans les zones libérées sont devenus des cibles principales. Par exemple, toute l'infrastructure économique de Massawa et l'hôpital de Keren (qui ne s'occupait que de la population civile) ont été rasés. Ces actes d'agression barbares ont eu pour conséquence l'arrêt total de la vie économique et sociale en Erythrée, la mort de dizaines de milliers et le déplacement de centaines de milliers de civils érythréens. Malgré les slogans soi-disant progressistes, ces actes de génocide contre la juste lutte du peuple érythréen exposent la vraie nature fasciste de la junte militaire éthiopienne.

SUR LA QUESTION DE LA SOLUTION PACIFIQUE

Sur le plan politique, la junte militaire éthiopienne n'a cessé de déclarer sa « volonté » de régler la question érythréenne pacifiquement, dans le but de masquer sa politique d'agression et d'expansion et pour isoier la révolution érythréenne sur le plan international.

Cependant, les véritables intentions de l'Ethiopie, liquider militairement la révolution et le peuple érythréens, sont dévoilées de jour en jour. Ce que l'Ethiopie appelle « solution pacifique » n'est autre qu'un « don » d'autonomie interne au peuple érythréen sous l'hégémonie éthiopienne. Un « don » qui est aussi offert aux autres nationalités en Ethiopie. Ceci est une vieille tentative pour cacher la nature coloniale de sa présence en Erythrée. Le peuple érythréen l'a aussitôt rejeté.

De son côté, le FPLE a sans cesse lancé des appels à la junte militaire éthiopienne pour qu'elle abandonne sa guerre d'agression et l'extermination insensée des civils et accepte les bases d'une solution pacifique démocratique. Une fois de plus, nous réaffirmons devant la communauté internationale, et la junte militaire notre volonté de négocier et de résoudre la question

érythréenne pacifiquement, à condition que la junte militaire :

1. Reconnaisse le droit à l'autodétermination et à l'indépendance du peuple érythréen ;
2. Reconnaisse le FLE et le FPLE comme les seuls représentants légitimes du peuple érythréen ;
3. Accepte de négocier au sein d'un forum international des Nations-Unies (ou au sein d'un autre organisme choisi d'un commun accord). (...)

SUR LA QUESTION DE L'UNITÉ NATIONALE

Devant l'escalade de la guerre d'agression éthiopienne et les conspirations réactionnaires à l'intérieur et sur le plan international fomentées afin de récupérer l'acquis de la révolution du peuple érythréen, l'accord sur l'unité du 20 octobre 1977 entre le FPLE et le FLE et l'accord du 16 mars 1978 pour sa mise en application sont d'une signification historique. La constitution d'un front uni comme phase de transition vers l'unité totale entre les deux fronts assène un coup dur au colonialisme éthiopien, à la réaction interne, et à toutes les forces qui essayent de s'immiscer dans nos affaires intérieures. Le FPLE continuera à combattre avec force toute machination réactionnaire visant à diviser le peuple érythréen et à imposer une solution néo-coloniale en Erythrée.

SUR LA QUESTION DES PRISONNIERS DE GUERRE ETHIOPiens ET DES REFUGIES ERYTHREENS

Le nombre de prisonniers de guerre éthiopiens aux mains du FPLE a déjà atteint le nombre de 6 500 et ne cesse de croître avec l'intensification de la guerre. Le régime fasciste éthiopien nie systématiquement leur existence, empêchant ainsi toute aide humanitaire internationale. Par conséquent le FPLE lance un appel à toutes les organisations humanitaires internationales en vue de les aider et de les sauver des risques de famine et de maladies endémiques qui menacent aussi toute la population érythréenne. La guerre d'agression éthiopienne est aussi à l'origine du déplacement de centaines de milliers de civils érythréens de leur foyer. Près de 300 000 d'entre eux ont été forcés de quitter le pays et de chercher refuge à l'étranger, plus particulièrement au Soudan. Plus nombreux sont ceux qui vivent dans les zones libérées, sans nourriture, sans abris ni médicaments adéquats, dans des camps dressés par le FPLE. Aussi le FPLE lance-t-il un nouvel appel à toutes les organisations humanitaires pour leur fournir une aide urgente.

En conclusion, nous réaffirmons la détermination du FPLE et de tout le peuple érythréen à poursuivre la lutte contre le colonialisme éthiopien et toutes les machinations de la réaction intérieure et extérieure jusqu'à ce que le succès de notre lutte légitime d'indépendance et de libération soit acquis. (...)

Victoire au peuple !
Délégation du FPLE Paris, France !
Le 31 mars 1978



UN ACCORD D'UNITÉ D'UNE TRÈS GRANDE PORTÉE

L'accord pour l'unité des deux fronts de libération érythréens réalisé le 16 mars 78 revêt une importance particulière à l'heure où les agresseurs intensifient leurs préparatifs pour une guerre plus dure encore contre le peuple érythréen. A ce propos, les trois dirigeants érythréens ont indiqué : « Le FPLE a mené la lutte pour renforcer l'unité nationale au sein de la Révolution. A des moments très difficiles, le FPLE a toujours dit qu'il fallait résoudre le problème par le dialogue démocratique. L'accord de mars qui rentrera en application à partir du 20 avril et qui voit notamment la constitution d'une direction unifiée pour les deux fronts, est le couronnement de cette politique.

Concernant la présence d'« éléments de réaction intérieure » en Erythrée, les dirigeants érythréens notent : « Au sein de notre révolution, il y a plusieurs forces. Au départ, ce sont des forces réactionnaires de notre société qui dirigent la lutte armée. Avec l'intensification de la lutte et de la répression, des forces nouvelles, les travailleurs, les jeunes ont dynamisé, révolutionné notre lutte. Ces forces nouvelles, qui sont entrées

rejoindre le FPLE ou le FLE. »

LA PRÉTENDUE « CONFÉDÉRATION »

Au sujet des projets de prétendue confédération Ethiopie-Erythrée, la position du FPLE a été réaffirmée avec force. « Cette suggestion a été faite par certains pays arabes et certains pays socialistes, mais nous n'avons reçu aucune proposition concrète directe. Notre réponse est simple : en prenant les armes, notre volonté est d'arriver à l'indépendance nationale. C'est seulement en tant qu'Etat souverain que nous pourrions examiner tous les projets. L'indépendance nationale est une condition sine qua non. Comment peut-on parler de confédération alors que l'Erythrée est dominée et occupée ? »

Les dirigeants du FPLE ont souligné enfin : « L'Afrique, longtemps abusée par les propos de Haïlé Sélassié à notre égard, commence à prendre en considération notre combat libérateur. Un signe encourageant : au dernier conseil des ministres de l'OUA qui s'est tenu en Lybie, le FPLE était invité à titre d'observateur. » La conférence de presse s'est conclue sur un appel au soutien international à la lutte du peuple érythréen.

Le voyage de Carter

L'ETAPE DU NIGERIA EST LA PLUS IMPORTANTE

● L'arrivée de Carter au Nigeria constitue un événement : jamais un président américain n'avait visité l'Afrique. C'est la marque d'une double volonté : celle de renforcer la pénétration américaine en Afrique en tissant des liens politiques avec les régimes africains, et même dans une certaine mesure avec les mouvements de libération. On laissait entendre dans l'entourage de Carter qu'il

pourrait rencontrer les dirigeants de Namibie et du Zimbabwe. Les Etats-Unis espèrent ainsi endiguer la poussée soviétique sur le continent. Le second aspect est que le Nigeria, le plus important pays d'Afrique par sa population et ses richesses, peut, dans l'esprit des Etats-Unis être un modèle pour les relations qu'ils veulent entretenir avec le Tiers Monde et dont les principes ont été réaffirmés à Caracas, lors

de l'étape du Venezuela.

Au cours de l'escale brésilienne Carter a dû prendre acte dans le communiqué final de la «complexité» des relations américano-brésiliennes. Il est affirmé que les deux pays s'engagent «à minimiser les inévitables différences qui en découlent».

Le discours de Caracas : FLOU ET CONTRE-PROGRAMME

A Caracas, le grand discours annoncé n'a pas fait recette. Carter devait y exposer la politique américaine à l'égard du Tiers Monde, devant les parlementaires vénézuéliens. Ceux-ci sont restés polis mais n'ont pas été enthousiastes ; le discours a recueilli assez peu d'applaudissements et cela au moins pour deux raisons. La première est que sur les questions brûlantes, actuellement débattues, qui font l'objet de confrontations permanentes dans les conférences internationales, telles que l'annulation de dettes du Tiers Monde, le fonds commun destiné à régulariser les cours, le transfert de technologie, il n'a apporté aucune réponse précise, ni satisfaisante. La seconde est qu'il a opposé au programme du Tiers Monde son propre programme.

Sur la dette il a promis «d'adoucir les conditions

de remboursements des prêts américains consentis dans le passé au titre de l'aide aux pays les moins développés», ce qui n'est ni l'annulation de la dette, ni l'amorce d'une réponse aux revendications financières du Tiers Monde concernant l'aide et les prêts. Sur les matières premières, il a évoqué des «accords sur les matières premières» et de «fonds commun par la stabilisation des prix».

L'imprécision des formules peut laisser croire à un rapprochement entre les positions américaines et les objectifs du Tiers Monde. Mais il y a plus d'un an que les Etats-Unis disent vouloir prendre en compte les revendications du Tiers Monde sans que cela modifie sensiblement le cours des choses : plus que jamais la dette est utilisée comme moyen de pression à la fois politique et économique, les cours des

matières premières, rudement affectés par la crise du dollar, subissent toujours des variations considérables, déséquilibrant les budgets.

L'intensité de l'affrontement entre les Etats-Unis et le mouvement des pays du Tiers Monde n'a pas diminué du fait des modifications dans l'attitude américaine. Elle a simplement changé de terrain. Du refus pur et simple de la revendication d'un nouvel ordre économique mondial, les Etats-Unis sont passés à une politique visant à modeler celui-ci de telle sorte qu'il assure la pérennité de la domination américaine. C'est en réalité ce programme qu'il a exposé dans les cinq points énoncés dans son discours.

LES 5 POINTS DU DISCOURS DE CARTER

● Accroître le flux de

capitaux en direction des pays en voie de développement.

● Construire un système plus libéral du commerce mondial.

● Réduire les fluctuations des cours des produits de base

● Conserver l'énergie et développer les moyens de la produire

● Renforcer la base technologique des pays les plus pauvres.

Accroître la pénétration des capitaux et des marchandises américaines dans les pays du Tiers Monde, et contrôler leurs projets de développement par le biais de la supériorité technologique, constituent deux des axes essentiels du «nouvel ordre mondial» version yankee. Les moyens en sont les multinationales et l'aide publique ainsi que Carter l'a rappelé. Les modalités tiennent dans le refus des revendications d'ensemble

du Tiers Monde auxquelles est substituée une coopération cas par cas, qui isole chaque pays, de l'ensemble et donne aux Etats-Unis des moyens accrus de contrôle. «Le véritable progrès économique viendra d'actions de coopération particulières répondant à des besoins précis et non des déclarations symboliques de la part des pays industrialisés destinées à leur donner bonne conscience, ou de la part des pays en développement destinées à rappeler les injustices passées» a notamment déclaré Carter à ce propos.

PROFONDES DIVERGENCES AVEC LE VENEZUELA

Le nouvel ordre économique cartérien n'a guère de points communs avec le programme intégré des pays du Tiers Monde, et il a donné lieu à de pro-

fondes divergences avec le gouvernement vénézuélien, qui avait présidé le groupe des non-alignés à la conférence Nord-Sud. Le président du Venezuela a critiqué les freins mis par les pays industrialisés à l'application des décisions prises concernant ce nouvel ordre économique mondial.

Le programme de Carter ne pouvait lui apporter de satisfaction sur ce point essentiel. Aussi les relations Nord-Sud n'ont pas été mentionnées par le communiqué sinon pour recommander un code de conduite de la part des multinationales, engagement minime de la part de Carter. L'un des leviers de sa politique est constituée par celles-ci.

Grégoire CARRAT

● Harheim est situé à environ 10 km de Francfort : c'est ici parmi les pavillons et les jardins de cette banlieue assez aisée, que se tient actuellement le 3^e tribunal Russel qui devra juger de la violation des Droits de l'Homme en République fédérale. Le choix de ce lieu qu'on peut difficilement atteindre de Francfort sans voiture n'est certainement pas dû au hasard, il s'insère dans toute une série d'obstacles mis dès le début par les autorités allemandes, à l'organisation du tribunal, obstacles qui visent, sinon à empêcher la tenue même du tribunal, du moins empêcher qu'il trouve un large écho dans la population allemande.

Campagne de diffamation lancée par le gouvernement social-démocrate et libéral et par les syndicats, et reprise largement par la presse, discrimination vis-à-vis de membres du jury, refus de la ville de Francfort de fournir une salle, contre-manifestation des chrétiens-démocrates à Harheim même, le silence quasi total des journaux allemands sur ce tribunal : tels sont quelques-uns des obstacles. En effet, en parlant du tribunal, une grande partie des quotidiens insiste presque exclusivement sur l'occupation d'une église à Harheim par des sympathisants de la «Fraction Armée Rouge» (R.A.F.), qui ont entamé une grève de la faim ; il s'agit ainsi une nouvelle fois pour la presse de faire assimiler aux «terroristes» tous ceux qui mettent en cause l'ordre régnant actuellement en République fédérale. D'ici le 4 avril, le tribunal aura à examiner si les citoyens de la République fédérale «se voient refuser le droit d'exercer leur profession à cause de leurs convictions politiques.» L'examen de la violation

des Droits de l'Homme par les mesures de censure et par les modifications de la procédure pénale a été reporté au début de janvier 1979. Durant cette semaine, douze cas d'interdiction professionnelle prononcés dans le secteur de l'enseignement secondaire et supérieur de la Justice et de la Santé sont soumis au jury.

L'ABSENCE DES PC ET PS OUEST-EUROPÉENS

Ce jury qui rendra son «verdict» mardi prochain est composé d'écrivains, de journalistes, de professeurs d'universités, de théologiens, etc. de plusieurs pays ouest-européens et surtout des USA. Si l'on compare la liste des membres du jury invités officiellement à ceux qui sont présents aujourd'hui sur le podium où siège le tribunal, un fait est significatif : y sont absents bon nombre de membres des partis socialistes et républicains des pays ouest-européens qui y étaient invités. Quant à Othello de Carvalho, Soarès lui a interdit de quitter le Por-

Tribunal Russel de Francfort
Condamner plus globalement le système en RFA et la RDA:
DES AVIS PARTAGÉS

Correspondance de Francfort

tugal pour se rendre au tribunal. Si l'attitude adoptée à l'égard de ce tribunal par le gouvernement fédéral et le SPD en particulier, y sont certainement pour quelque chose, l'attitude du parti révisionniste DKP n'y est pas non plus pour rien.

En effet, bien qu'il ait obtenu la garantie formelle que ni la violation des Droits de l'Homme en Allemagne de l'est, ni les exclusions de syndiqués de leur organisation syndicale ne seraient traitées lors de ce tribunal (alors que certains qui sont à son initiative, souhaitaient que les atteintes aux libertés démocratiques soient examinées pour les deux Allemagnes), le DKP s'est retiré définitivement du tribunal Russel, interdisant même à ses membres d'y participer sous peine d'exclusion. Il a pris cette décision après que le jury ait invité, non sans servilisme à l'égard des autorités est-allemandes, Rudolph Bahro, dissident est-allemand en prison actuellement en RDA, à participer, en tant que membre du jury, au tribunal. La position du DKP

renforce la position de ceux qui, au sein du jury, veulent s'en tenir à une mise en cause très prudente de la suppression des libertés politiques dans l'Allemagne de Schmidt.

Jeudi matin, l'examen du cas de Cornelia Stoll, cette enseignante qui a été frappée à la fin de ses études par une interdiction professionnelle pour appartenance à une organisation pacifiste, a permis de mettre en évidence le caractère arbitraire de tels jugements (celui qui en est touché ne sachant jamais exactement pour quelles raisons précises il est exclu de l'exercice de sa profession), ainsi que le climat d'insécurité et d'intimidation qui en est la conséquence. On a souligné aussi les conditions psychologiques difficiles qui en résultent, aggravées par une situation matérielle précaire (Mme Stoll ne touche ni allocation de chômage, ni aide publique). Les syndicats, dans de tels cas, adoptent une attitude plutôt molle, ne soutenant ni de façon financière, ni par l'organisation d'une campagne de

solidarité. Mais si l'enquête du jury montre ainsi de façon concrète et vivante quelles sont les répercussions d'une interdiction professionnelle dans la vie de celui ou de celle qui en est frappé, l'analyse quant aux fondements politiques des interdictions professionnelles reste très limitée, s'en tenant à une argumentation strictement legaliste.

PARMI LES INITIATIVES LOCALES, UNE AUTRE VISION DES CHOSES

A l'Etat allemand qui, lui, risquerait de mettre en danger quelques Droits de l'Homme, se trouve opposée la constitution allemande comme progressiste et sur la base de laquelle il s'agirait de ramener l'Etat «égalitaire». Les initiatives locales qui ont préparé le tribunal Russel sont pour une grande partie en désaccord avec cette vision des choses qui, à leur avis, risque de bloquer la lutte contre la répression multiforme en RFA. Avant même le début officiel du tribunal, un meeting contre les exclusions syndicales s'est

tenu à Francfort, qui a réclamé que cette question soit traitée dans le cadre du tribunal, tout en soulignant l'importance de lier la lutte contre la répression au mouvement des masses.

Anne RHEIN

TRAFIC DE PRISONNIERS ENTRE LA RFA ET LA RDA

Depuis 1964, la RFA a payé la libération de 14 000 prisonniers politiques détenus dans les prisons de la RDA. C'est ce qu'ont indiqué mercredi à Bonn, des sources parlementaires. Le gouvernement de la République fédérale allemande y aurait consacré un milliard et 23 millions de marks.

PROGRAMME TÉLÉ

Samedi 1^{er} avril

- TF 1
 13 h 00 - Journal
 13 h 50 - La France défigurée
 14 h 05 - Restez donc avec nous
 18 h 05 - Trente millions d'amis
 18 h 40 - Magazine auto-moto
 19 h 10 - Six minutes pour vous défendre
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Eh bien raconte
 20 h 00 - Journal
 21 h 30 - Serpico
 22 h 20 - Télé foot.
 23 h 20 - Journal et fin
- A 2
 14 h 35 - Les jeux du stade
 17 h 00 - Loto-chansons
 17 h 10 - Des animaux et des hommes : les animaux face à leur image.
 18 h 55 - Des chiffres, des lettres
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2
 20 h 00 - Journal
 20 h 25 - Football France-Brésil.
 22 h 20 - Madame le juge
 23 h 50 - Journal et fin
- FR 3
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Samedi entre nous
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Les aventures du brave soldat Sveik.
 21 h 45 - Court métrage français
 22 h 10 - Journal et fin

Dimanche 2 avril

- TF 1
 16 h 35 - Sports première. Cyclisme : Critérium national. Judo : Championnats de France. Haltérophilie : Tournoi du Tournoi du Marché commun.
 17 h 55 - M. Kingstree part en guerre. Avec John Saxon, Rossano Brazzi et Tippi Hedren
 19 h 25 - Les animaux du monde. Le zoo de Jersey
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - L'intrépide. Genre : Comédie burlesque avec Louis Velle, C. Auger, et Juliette Mills.
 21 h 55 - Expressions. Magazine de Maurice Bruzeck
 23 h 10 - Journal et fin
- A 2
 16 h 15 - Muppet show
 16 h 45 - L'école des fans
 17 h 25 - Monsieur Cinéma
 18 h 15 - Le petit théâtre
 19 h 00 - Stade 2
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Musique and music. Spécial chansons réalistes.
 21 h 40 - Chili-impressions. Série de 4 émissions de J.M. Berzosa. Enquête et documentation. Les pompiers de Santiago
 22 h 50 - Journal et fin
- FR 3
 16 h 35 - Les grandes batailles du passé. Poitava (1709)
 17 h 30 - Espace musical. Concertos brandebourgeois N° 4 et 5 de J.S. Bach
 18 h 25 - Cheval, mon ami
 18 h 50 - Plein air
 19 h 20 - Spécial Dom-tom
 20 h 05 - Le pays d'où je viens
 21 h 20 - Journal
 21 h 35 - L'homme en question. Jacques Chancel. Avec M. Chapelan, grammairien ; Ivan Levaï et Jean Divo, journalistes, séquences filmées avec A. Rubinstein.
 22 h 40 - Cinéma de minuit hommage à Clark Gable. Manhattan Melodrama. Film américain en version originale sous-titrée.

Lundi 3 avril

- TF 1
 18 h 55 - Le renard à l'anneau d'or
 19 h 40 - Eh bien, raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - La vallée perdue. Film d'aventures historiques.
 22 h 30 - La guerre de trente ans.
 23 h 00 - Journal et fin
- A 2
 18 h 40 - C'est la vie. Les marchands de vacances
 18 h 55 - Des chiffres des lettres
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Les six jours d'antenne 2
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - La tête et les jambes.
 21 h 35 - La farce du destin. Feuilleton en cinq épisodes.
 22 h 30 - Bande à part
 23 h 00 - Journal et fin
- FR 3
 19 h 05 - Télévision régionale
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre. Jean Bousquet. Directeur de l'Ecole Normale Supérieure depuis 1971. Invité de cette émission. Il a participé aux fouilles de l'Ecole d'Athènes, en Crète, et fait une thèse sur le trésor de Cyrène à Delphes.
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Les espions. Film français d'espionnage.
 22 h 30 - Journal et fin

LES GISCARDIENS

de B. Lecomte et C. Sauvage

Ed. Albin Michel

Reprenant une formule inaugurée par Viançon-Ponté, avec ses «gaullistes», deux journalistes proches du P.R. viennent de publier : *Les giscardiens*. Vu de l'intérieur, le fonctionnement du parti présidentiel confirme ce qu'on savait déjà : il s'agit là d'une cohabitation, parfois difficile, entre de vieux notables tellement marqués à droite qu'ils n'ont pas pu se reconnaître dans le gaullisme, et de jeunes loups dont la vie ne semble avoir qu'un but : le pouvoir. Inutile de chercher dans ce livre les tenants et les aboutissants d'une doctrine politique, et pour cause : les auteurs ne peuvent inventer ce qui n'existe pas. Une fois de plus dans ce genre de livres, c'est le glossaire qui a le plus d'intérêt : une liste de 143 noms, avec une sommaire notice biographique. 143 «hommes du président» qui naviguent dans les allées du pouvoir, tantôt ministres, tantôt secrétaires d'Etat, tantôt conseillers occultes, tantôt membres de conseils d'administrations des grandes sociétés capitalistes. Est-ce le type de présentation du livre, mais on en ressort avec la curieuse impression d'avoir

affaire non pas à un parti, mais à une communauté d'intérêts, un clan, une mafia. Après tout, le titre *Les hommes du président*, ne fait-il pas référence à la coterie qui, derrière Nixon, anima le scandale du Watergate ?

N. D.

LA VIE QUOTIDIENNE A L'ELYSEE, AU TEMPS DE V.G.E.

de Pierre Pelissier

Ed. Hachette

Giscard, dans l'exercice de sa fonction présidentielle, a un personnage de référence : Kennedy. Volonté de transformer le style de direction, ou simplement bonne application du marketing politique, toujours est-il que *La vie quotidienne à l'Élysée au temps de Valéry Giscard d'Estaing*, telle que nous la conte Pierre Pelissier, se veut plus ouverte que naïve. Une foule de gadgets sont employés pour cela, qui vont d'une journée porte ouverte le 14 juillet 1977, à la transformation du mobilier. L'Élysée est pourtant plus qu'un simple palais pour les phobies présidentielles : c'est un des centres nerveux de la domination

bourgeoise. On y trouve le centre du REGIS (Réseau électronique gouvernemental interadministratif spécial), on y trouve aussi les téléx reliés à Washington et Moscou, improprement appelés téléphones rouges, on y trouve enfin les centres de commande de la force de dissuasion nucléaire. Ils sont plus de 500, militaires, politiciens, technocrates, à travailler à l'Élysée, pour coordonner les services ministériels et les différentes facettes de la politique bourgeoise. Hélas, ce n'est qu'au hasard de descriptions anecdotiques que le livre de Pelissier nous apprend des choses sur la réalité de l'Élysée sous Giscard.

Ed. Seuil Actuels

président de la société des rédacteurs du *Figaro*. Déjà auteur de *Main basse sur le Figaro*, Périer-Daville étend ici son sujet, et aborde l'ensemble des problèmes qui touchent à l'information : comment Hersant s'y est pris pour construire un empire, comment les lois de 44 sont constamment violées, comment la presse à scandale est protégée, comment l'État finance toutes sortes de journaux douteux et étrangle ceux qui ne lui plaisent pas, en un mot, comment l'argent des capitalistes contrôle à sa guise l'information soi-disant libre, autant de questions qui trouvent des réponses argumentées dans ce livre. On peut certes adresser un reproche — de taille — à l'auteur : après avoir montré comment les lois sur la presse sont faites, et par qui, après avoir montré comment ces mêmes lois peuvent être tournées, Périer-Daville n'en propose pas moins d'autres lois, d'autres statuts, d'autres leures en fait. Il n'empêche. Les lecteurs du *Figaro*, de *France-Soir*, de *Détectives* ou d'autres encore ne liraient plus ces torchons s'ils prenaient connaissance du livre de Denis Périer-Daville.

Et l'acier fut trempé

101^e épisode

Nicolas OSTROVSKI (Extraits)

Après le grand ménage de l'atelier, Pavel s'attardait à la bibliothèque pour y dévorer les lectures intéressantes.

Un jour, un incident se produisit à l'atelier...

— Dites-moi, mon cher, j'approuve pleinement votre initiative. Mais qui vous a donné la peinture ? Vous savez que j'ai interdit d'en user sans mon autorisation, actuellement c'est une chose rare. Et peindre une locomotive est plus important que ce que vous faites.

— La peinture, nous l'avons récupérée dans les boîtes jetées aux ordures. En deux jours, nous en avons gratté près de vingt-cinq livres. Tout est fait selon la loi ici, camarade technicien.

L'ingénieur était confus.

— Dans ce cas, évidemment, vous pouvez continuer. Oui... C'est curieux... Par quoi expliquer ce... comment dire... ce désir bienveillant de propreté dans l'atelier ? Vous avez bien fuit ça en dehors des heures de travail ?

Kortchaguine remarqua des notes de stupéfaction dans la voix de son interlocuteur.

— Bien sûr. Que pensiez-vous donc ?

— Oui, mais...

— Vous voilà bien embarrassé avec votre «mais», camarade Strij. Qui vous a dit que des bolchéviks feraient bon ménage avec cette crasse ? Attendez, nous ne faisons que commencer. Vous en verrez encore bien d'autres.

Et, passant à l'écart de l'ingénieur pour ne pas le salir, Kortchaguine se dirigea vers la porte.

Tous les soirs, il s'attardait à la bibliothèque publique. Ayant lié connaissance avec les trois employés et mis en jeu tous ses moyens de persuasion, il avait finalement obtenu l'autorisation tant désirée de fouiller librement à tous les rayons. Approchant l'échelle des énormes armoires, il y restait perché pendant des heures, feuilletant les livres les uns après les autres, à la recherche de choses intéressantes ou nécessaires. C'étaient pour la plupart de vieux bouquins. Les modernes étaient modestement logés dans une petite armoire,

contenant des brochures de la période de la guerre civile, échouées ici on ne savait par quel hasard. «Le Capital» de Marx, «Le Talon de fer» de Jack London et quelques autres ouvrages. Parmi les vieux bouquins, Pavel découvrit le roman «Spartacus». L'ayant dévoré en deux nuits, il le transporta dans l'armoire et le plaça à côté de la pile des œuvres de Gorki. Ce démenagement des livres les plus dignes d'intérêt et les plus passionnants se poursuivait jour après jour.

Les bibliothécaires n'y faisaient pas obstacle : elles s'en fichaient.

Le calme plat qui régnait dans le collectif du Komsomol des ateliers fut brusquement balayé par un événement jugé tout d'abord insignifiant : Kostka Fidine, membre du bureau de la cellule du moyen entretien, un garçon lambin, camus, au visage grêlé de petite vérole, brisa un coûteux foret américain en perçant une plaque de fer. Il le brisa à cause de sa négligence révoltante. Pire encore, il le fit presque exprès. Cela se passa un matin. Le contremaître de l'atelier du moyen entretien, Khodorov, demanda à Kostka de percer quelques trous dans une plaque de fer. Kostka commença par refuser, mais finit par céder devant l'insistance du contremaître et se mit au travail. Khodorov, exigeant et pointilleux, n'était pas aimé dans l'atelier. Il avait été menchévik autrefois. Ne prenant aucune part à la vie publique et regardant les komsomols de travers, il connaissait cependant son métier à fond et s'acquittait de son travail en toute conscience. Le contremaître remarqua que Kostka perceait à sec, sans lubrifier son foret. Il s'approcha rapidement de la perceuse et l'arrêta.

— Qu'est-ce que tu fais ? Tu as perdu tes yeux ou tu n'es qu'un débutant ? cria-t-il à Kostka, sachant que dans ces conditions, l'outil serait inévitablement détérioré.

A SUIVRE

Carter en tournée dans le Tiers-Monde

L'ORDRE AMERICAIN CONTRE LE "NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE MONDIAL"

Par Grégoire CARRAT

● En arrivant au pouvoir, Carter s'est empressé de se débarrasser des attitudes gênantes de ses prédécesseurs. Il nommait un noir américain, Andrew Young, comme ambassadeur à l'ONU.

Au lieu d'un Moynihan qui, en 1975, traitait les pays du Tiers Monde et l'OUA de « tyrannies racistes », l'ONU de « théâtre absurde » parce que les propositions américaines y étaient battues en brèche par la majorité des pays, le nouvel ambassadeur américain qualifiait la politique américaine de Ford et Nixon de « raciste » en 1977. Dès son arrivée, il parlait d'égal à égal avec des délégations des pays du Tiers Monde. Cette transformation de l'attitude des Etats-Unis à l'égard des pays du Tiers Monde était d'abord destinée à désarmer les critiques qui avaient fusé contre l'attitude de Moynihan. La politique de force à l'ONU et hors de l'ONU n'avait pas permis ce que

Cette grande construction « architecturale », destinée à répondre au projet d'ensemble du mouvement des pays du Tiers-Monde, se heurtait à lui. La première modification sensible intervint lors de la clôture de la conférence nord-sud en juin 1977 : les pays occidentaux, à la suite des Etats-Unis, acceptèrent de s'engager à la mise en place d'un fonds commun des matières premières. En décembre, la réunion de l'ONU sur cette question fut suspendue à l'initiative des pays en voie de développement car les pays occidentaux voulaient exercer un contrôle sur l'utilisation du fonds et maintenir un examen produit par produit de ses attributions.

Le second grave problème est celui de la dette. Celle-ci a atteint 250 milliards de dollars en 1977. Elle devrait absorber, selon la CNUCED, 25 % des recettes d'exportation en 1978. Certains pays comme le Pérou sont au bord de la faillite financière, les prêts leur étant refusés sur le marché international du fait du refus du FMI de leur accorder des crédits. Aux pays du Tiers-Monde qui exigent la suppression de la dette du Tiers-Monde, les Etats-Unis opposent une proposition d'examen cas par cas. Une certaine modification semble s'amorcer cependant dans l'attitude des pays occidentaux, y compris aux Etats-Unis : à la suite des décisions prises par la Suède et le Canada d'effacer la dette à long terme de certains pays du Tiers-Monde, les Etats-Unis envisagent de faire de même : la précarité de la situation de nombreux pays exige la nécessité de vendre aux pays du Tiers-Monde également. Mais envisagée cas par cas, selon des discussions entre chaque pays et le pool de ses créanciers, une telle mesure ne constitue pas un pivot pour une transformation des rapports du Tiers-Monde avec les pays industrialisés, mais ouvre plutôt la voie à un réaménagement des mécanismes de l'aide, qui assurerait, tout en prétendant répondre à l'exi-

gence d'une industrialisation de base, le maintien d'une hégémonie actuelle des pays impérialistes.

LES LEVIERS DE LA POLITIQUE AMERICAINE

Si les projets américains se heurtent aux revendications du Tiers-Monde et si cette opposition conduit à un blocage des discussions nord-sud, les Etats-Unis ne disposent pas uniquement de leur poids économique et financier pour modifier les données des rapports entre le Tiers-Monde et les pays industrialisés. L'exigence du développement repose dans une large mesure sur la volonté d'industrialisation des pays du Tiers-Monde et le besoin qu'ils ont d'accroître leur production alimentaire.

Tels qu'ils sont présentés, les projets exigent pour être réalisés, à la fois des capitaux et de la technologie, ce dont les Etats-Unis disposent massivement par deux biais : les grandes compagnies américaines d'une part, les organismes d'aide d'autre part, sans compter les institutions internationales qu'ils dominent.

LA DOMINATION TECHNOLOGIQUE

Dans un premier temps, les multinationales américaines ont fait face à la vague de nationalisations et aux actions des pays producteurs. Elles ont augmenté les prix de leurs produits sur le marché, elles sont parvenues bien souvent à obtenir des compensations importantes à la prise de contrôle par les Etats, tout en se réservant la gestion et le commerce des entreprises nationalisées. Enfin, elles ont diversifié leurs investissements. N'ayant pas vu leur profits significativement entamés, elles sont en bonne position pour développer l'« industrialisation » telle qu'elles l'entendent. Jusqu'en 1972, les investissements en Afrique étaient pour près de 60 % placés dans les secteurs miniers. L'apparition de la volonté de transformer sur place les minerais a donné lieu à de nombreuses créations d'entreprises de première trans-

formation, ultra modernes, par des sociétés mixtes où les multinationales ont une part de capital et la maîtrise de la technologie, dont les produits ne sont pas utilisés sur place mais exportés comme c'était le cas auparavant pour le minerai. Une seconde forme s'était déjà développée au cours des années 60 : profitant des bas coûts de production, les multinationales ont multiplié les usines d'assemblage, ou de fabrication (textile) qui permettent de pratiquer des prix défilant toute concurrence.

Grâce à leur diversification et à leur maîtrise technologique, les multinationales ont pu, dans une certaine mesure accroître leur rôle dans les pays en voie de développement. Elles tendent à faire jouer à l'industrialisation le rôle qu'avait eu, sous le colonialisme, le chemin de fer : drainer les ressources sans permettre au pays un réel développement. Elles peuvent ainsi infléchir les projets, les désarticuler en fonction de leurs besoins. C'est ce qui fonde la revendication d'un réel transfert de technologie avancée par le Tiers-Monde et d'une garantie d'accès de leurs produits, sur le marché mondial.

LA RÉFORME DE L'USAID

Pour les Etats-Unis, Carter l'a répété à Caracas, l'investissement privé, — donc les multinationales —, doit jouer un rôle moteur dans le développement. L'aide au développement de la part de l'Etat doit renforcer ce processus. C'est pourquoi l'administration Carter étudie les moyens de transformer l'USAID, le principal organisme d'aide publique. Dans les années 50-60 l'aide américaine était d'abord politique : entre 54 et 58, la seule Corée du Sud recevait plus que l'ensemble des pays d'Asie (en dehors du Vietnam et du Laos) ; en 1967, le Vietnam recevait plus d'aide non militaire que toute l'Afrique. Cette année encore Israël et l'Égypte absorbent la moitié de l'aide américaine. Carter veut que soit transformé ce mé-

canisme. D'une part, en ouvrant des crédits à un plus grand nombre de pays, d'autre part en augmentant son efficacité.

Auparavant, il s'agissait avant tout de nourrir un régime dont les USA avaient besoin ; aujourd'hui il s'agit d'apporter une réponse aux revendications du Tiers Monde tout en contrôlant le type et l'orientation du développement. Le dernier point de cette réforme devrait être une augmentation du volume global de l'aide.

Cette politique d'aide est fondée sur la rentabilité des capitaux investis ; dans chaque cas précis les USA veulent contrôler à la fois l'utilisation des capitaux et l'orientation des projets. C'est pourquoi Carter met l'accent sur la nécessité de discuter des projets particuliers au lieu de s'entendre sur des principes généraux. Le précédent de la politique appliquée depuis une dizaine d'années en matière de production agricole — « la révolution verte » —, est instructif. D'une part les techniques utilisées font nécessairement d'acheter les produits (engrais, insecticides) fournis par les compagnies qui ont réalisé le projet et de faire appel à elles pour l'écoulement des produits. D'autre part l'augmentation de la production s'accompagne d'une élimination massive des paysans, d'une baisse des salaires des ouvriers agricoles, et dans une large mesure d'une spécialisation agricole qui ne correspond pas à l'ensemble des besoins du pays.

La politique de Carter à l'égard du Tiers Monde est avant tout constituée par une série d'ajustements pour faire face aux revendications des pays du Tiers Monde et désarticuler leurs projets pour les rendre dépendants de l'économie américaine. Si les Etats-Unis disposent de moyens importants pour mener cette politique, elle est appelée à se heurter de plein fouet au mouvement des pays du Tiers Monde. Il dépendra des capacités de ceux-ci à riposter, que les projets américains soient ainsi rendus inefficaces.

BRZEZINSKI : LE SPECTRE D'UNE AMERIQUE ISOLEE DANS UN MONDE HOSTILE (Extraits)

« Le désir d'un « nouvel ordre économique mondial » est symptôme de la nouvelle vision globale, et les rapports de l'Amérique avec ce désir sont très ambigus... Un fossé s'est ouvert entre les valeurs et les conceptions des Etats-Unis et celles de la plus grande partie du monde... Dans les attitudes américaines actuelles il y a des traces de xénophobie. Mais il y a également un potentiel pour des réponses constructives. Puissante mais paralysée par l'absence de volonté, tel pourrait être le dessin de l'Amérique si le leadership qui exige de transformer ce potentiel en réalité ne pouvait se matérialiser.

Une telle impuissance serait désastreuse non seulement pour les Etats-Unis mais encore plus pour le monde dans son ensemble... Les problèmes économiques rencontrés par les pays industrialisés du fait de la hausse des prix du pétrole décidée par l'OPEP ont souligné le rôle économique et

politique crucial des Etats-Unis. En fait ils ont placé les Etats-Unis dans une position plus centrale qu'ils ne l'ont été au cours des vingt dernières années... En définitive, le grand message historique de l'Amérique garde la plus grande partie de sa valeur, pour autant qu'il ne soit pas sclérosé dans des positions qui ne peuvent que conduire à l'isolement de l'Amérique... Bien plus, en les liant à des propositions précises pour une coopération globale, il peut servir de point de départ pour une conception pertinente d'un nouveau système international plus diversifié.

Tout ceci exige une Amérique engagée sous une forme coopérative, dans la mise en place de nouvelles relations globales, à la fois en dépit et à cause de l'émergence de passions égalitaires.

ÉTÉ 76
(Traduit par nos soins)

CARTER : COOPERER AVEC LE TIERS-MONDE

« Tout cela n'est encore qu'un début, mais qui vise un objectif bien défini : établir un plus large cadre de coopération internationale adapté à une conjoncture historique nouvelle.

Nous coopérons de manière plus étroite avec les pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie dont l'influence s'est récemment imposée. Nous avons besoin de leur amitié et de leur coopération pour entreprendre un effort commun où la structure de la puissance mondiale se modifie.

Il y a plus de cent ans, Abraham Lincoln déclarait que notre nation ne pouvait vivre moitié esclave, moitié libre. Nous savons qu'un monde pacifique ne peut subsister longtemps s'il compte un tiers de riches et deux

tiers d'affamés.

La plupart des pays partagent notre conviction selon laquelle, en définitive, l'expansion du commerce dans l'équité sera le meilleur moyen d'aider les pays en développement à s'aider eux-mêmes. Mais les problèmes immédiats que sont la faim, la maladie, l'analphabétisme et la répression se posent dès maintenant.

Les démocraties occidentales, les pays de l'OPEP et les pays communistes développés peuvent unir leurs efforts, par le truchement des institutions internationales en place, afin d'apporter une aide plus efficace. C'est là une excellente solution à substituer à la guerre.

Discours à l'université Notre-Dame 25/6/77